

Rapport de l'analyse des dynamiques des conflits au Tchad

REALISE CONJOINTEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DU TCHAD ET
DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AU TCHAD

BRYA Elisabeth Grâce, Consultante

Mars, 2024

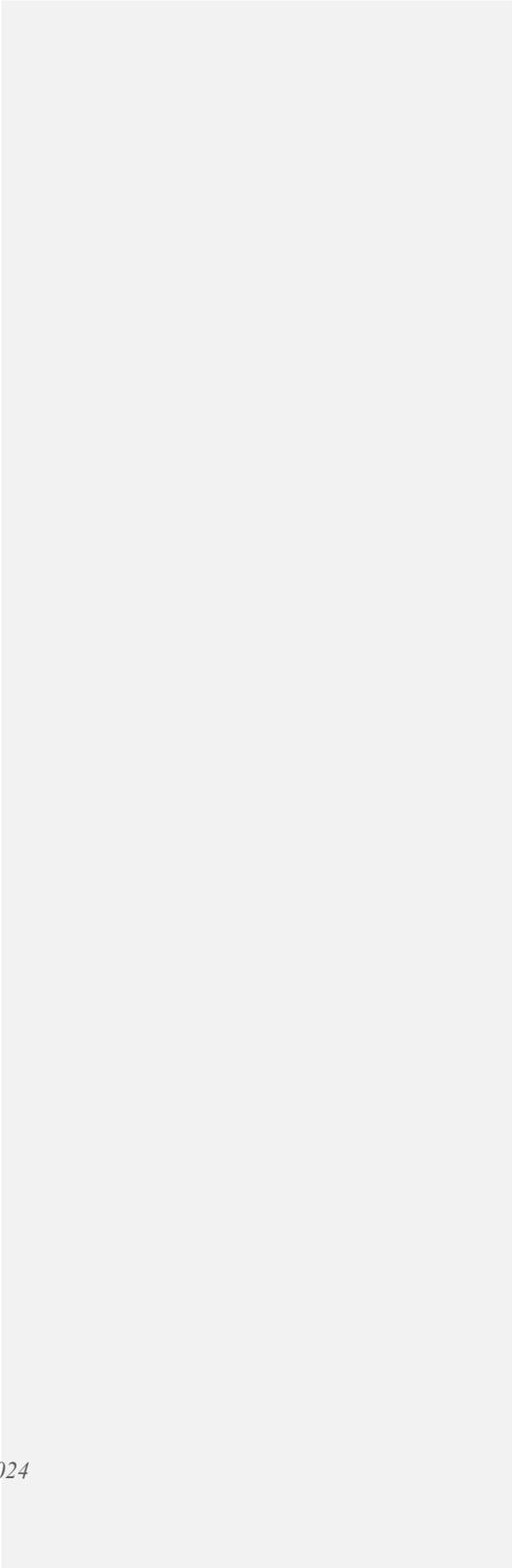


TABLE DE MATIERES

RESUME	2
INTRODUCTION GENERALE.....	5
1.1 LES FRAGILITES.....	6
1.2 Contextes transverseaux FACTEURS des conflits.....	10
2. Analyse de la situation eT des conflits.....	16
2.1. Analyse de la situation.....	16
2.2. Analyse des conflits.....	16
3. Les typologies des conflits au Tchad.....	17
3.1.1 Les conflits agro-pastoraux.....	17
3.1.2. Les conflits liés aux ressources naturelles.....	19
3.1.3. Les conflits autour des sites miniers.....	21
3.1.4. Les conflits liés aux pouvoirs locaux.....	21
3.1.5. Les conflits liés à la cohabitation des communautés.....	22
3.1.6. Les conflits intergénérationnels.....	24
3.2. Causes structurelles des conflits.....	25
3.3. Les acteurs/ auteurs des conflits.....	26
Les mécanismes de prévention et de gestion de conflits au Tchad.....	27
4. Les acteurs intervenant dans la résolution des conflits.....	31
5. Liste non exhaustive des acteurs de consolidation de la paix au Tchad.....	32
6. Cartographie des financements de consolidation de la paix existants.....	37
7. Photocopie des conflits selon les zones et leur intensité.....	41
8. QUELQUES RECOMMANDATIONS.....	42
9. Conclusion.....	45
A. Cadre Logique DE L'ANALYSE.....	46
a.1. Objectif principal.....	47
A.2. Théorie du Changement.....	47
A.3. Les activités.....	48
B. Méthodologie.....	49
B.1. La revue de la documentation.....	49
B.2. Les entretiens avec les différents acteurs.....	49
B.3. Les analyses des comportements et les données du contentieux.....	49
C. Localités visitées et actions menées.....	50

RESUME

Ces dernières années, la situation dans les pays du Sahel s'est détériorée en raison de menaces récurrentes dans lesquelles les dividendes de la paix et du développement sont sapés par l'extrémisme violent, les conflits liés aux ressources, l'impact des déplacements forcés et le trafic illicite de personnes, de drogues, de marchandises et d'armes, ainsi que la migration irrégulière. Le Tchad a connu une fragilité à la suite de la mort du président Idriss Déby Itno.

La situation sociopolitique et économique du Tchad en fait un pays vulnérable du point de vue des conflits. Les données de la Banque Mondiale donnent de constater que le Tchad figure parmi les plus fragiles de la planète. Sur le plan intérieur, les défis sont liés à une situation économique difficile, aux tendances à la mobilisation sociale et à l'opposition politique croissantes. Les menaces extérieures sont principalement liées à l'insécurité en Libye et en République centrafricaine, aux conflits prolongés au Soudan et aux retombées de l'insurrection de Boko Haram. Le pays est confronté à des défis historiques en matière de consolidation de la paix, principalement liés aux causes structurelles immédiates et aux déclencheurs potentiels de conflits qui en découlent.

La synthèse de la Banque Mondiale sur la situation du Tchad en 2023 fait remarquer que le pays est confronté « à des défis sécuritaires liés aux conflits dans les pays limitrophes et aux conséquences du changement climatique, notamment avec l'accélération de la désertification et l'assèchement du lac Tchad. La situation sociopolitique et économique du Tchad en fait un pays vulnérable du point de vue des conflits. En effet, les données de la Banque Mondiale donnent de constater que le Tchad figure parmi les plus fragiles de la planète.

- **Politique** : L'instabilité politique et sécuritaire dans les pays voisins (Soudan, Libye, République centrafricaine et Cameroun) continue d'affecter la situation sécuritaire à l'Est et au Sud du Tchad et pérennise la présence des réfugiés au Tchad. Quelques 577 237 réfugiés et 4 925 demandeurs d'asile séjournent au Tchad à l'Est, au Sud, à l'Ouest du pays et au tour de la ville de N'Djaména. Selon OCHA.
- **Sécurité**: L'insécurité croissante au Tchad a des implications sur les conflits qui concernent le bassin du lac Tchad, la Libye, la région du Darfour au Soudan, la République centrafricaine et le Sahel occidental. Du Nord au Sud, en passant par le Centre et l'Est du Tchad, nous avons rencontré plusieurs facteurs déterminants qui déclenchent les conflits au sein des communautés. Ces facteurs sont très souvent liés à l'accès aux ressources, à certaines pratiques traditionnelles néfastes, aux banditismes organisés ainsi que des discordes au sein des groupes ethniques.
- **Economique** : Les indicateurs du Tchad relatifs à la pauvreté révèlent que 42,3 % des Tchadiens vivent en dessous du seuil de pauvreté national en 2023 et que 35,4% d'entre

eux sont concernés par l'extrême pauvreté, en nette augmentation depuis 2018. Selon la Banque Mondiale depuis 2022, le pays a régulièrement fait face à une inflation (de 5,8% en 2022 à 13,2% à 2023) qui a renforcé sa fragilité.

- **DDH:** Au Tchad, beaucoup d'efforts restent à fournir pour le respect des droits humains. Plusieurs rapports montrent qu'il existe plusieurs violations qui sont entre autres : les discriminations, les violences faites aux femmes et aux filles, les violations de la liberté d'expression et d'opinion, les inégalités dans le partage du revenu national et la non-réalisation des droits économiques, sociaux et culturels par la majorité de la population
- **Humanitaire :** L'instabilité politique et sécuritaire dans les pays voisins (Soudan, Libye, République centrafricaine et Cameroun) continue d'affecter la situation sécuritaire à l'Est et au Sud du Tchad et pérennise la présence des réfugiés au Tchad. Quelques 577 237 réfugiés et 4 925 demandeurs d'asile séjournent au Tchad à l'Est, au Sud, à l'Ouest du pays et au tour de la ville de N'Djaména. Selon OCHA.
- **Les effets du changement climatique :** Le lien entre le changement climatique et les conflits est de plus en plus au cœur des discussions sur la sécurité et le développement. L'un des endroits les plus préoccupants est le Sahel, une région définie par des conditions environnementales difficiles.
- **La question du genre :** La situation des femmes au Tchad est celle d'une autonomisation limitée, alimentée par un très faible niveau d'éducation et un accès limité à la propriété. Ces facteurs affaiblissent l'accès équitable aux ressources et empêchent les femmes de se faire entendre. Les femmes sont exposées de manière disproportionnée aux violences basées sur le genre et sont parfois susceptibles d'être recrutées par des organisations extrémistes violentes dans la région du lac.
- **Le repli identitaire comme défi pour l'unité nationale :** Il existe plusieurs facteurs socioculturels qui contribuent aux conflits dans au sein des communautés du Tchad du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par le centre. Nous avons cité quelques-uns qui reviennent très souvent dans les discussions avec les communautés.

Les causes structurelles

L'ensemble du pays est confronté à des défis historiques en matière de consolidation de la paix, principalement liés aux causes structurelles et immédiates et aux déclencheurs potentiels de conflits qui en découlent. Le système tchadien est un système de parti dominant avec une opposition dure désorganisée et un espace politique étroit pour un dialogue constructif entre les membres de la classe politique. L'absence ou la faiblesse de ce dialogue politique au sein de la classe politique ainsi qu'entre le gouvernement et les citoyens est en partie due à la faiblesse des capacités politiques et des organisations de la société civile à promouvoir la participation civique et à construire un consensus national.

- *La gouvernance*
- *Le difficile accès à la justice*
- *Le manque de transparence*
- *La corruption*
- *L'impunité dans la gestion des conflits*

Après l'analyse des contextes sociaux, économiques, humanitaires, politique et sécuritaire sensible au genre et au climat nous avons pu identifier 6 types de conflits. Il s'agit :

Les conflits agro-pastoraux

- Les conflits agriculteurs-éleveurs
- L'accès au pâturage :
- La question de l'armement des éleveurs
- Le vol de bétail :

Les conflits liés aux ressources naturelles

- L'accès au foncier
- L'accaparement des terres
- Les conflits autour des sites miniers
- L'accès aux points d'eau
- Les causes des conflits liés aux forêts :
- Les causes des conflits liés aux ressources halieutiques

Les conflits liés aux pouvoirs locaux

Les conflits liés aux chefferies traditionnelles

Les conflits liés à la cohabitation des communautés

- Les conflits intercommunautaires
- Le Banditisme
- Le port des armes légères et de petit calibre
- Les braquages à main armée

La cohabitation entre les autochtones et les réfugiés

- L'aide humanitaire
- La distribution du Cash comme source de conflits

Les conflits intergénérationnels

Pour prévenir les conflits inter/intracommunautaires, il existe des mécanismes communautaires et judiciaires auxquels s'ajoutent des initiatives de prévention et gestion des conflits.

- **Mécanismes Traditionnels de Gestion de conflits**
- **Modes juridictionnels de gestion des conflits**
- **Autres mécanismes de prévention de conflits**

INTRODUCTION GENERALE

Ces dernières années, la situation dans les pays du Sahel et du bassin du lac Tchad, y compris le Tchad, s'est détériorée en raison de menaces récurrentes dans lesquelles les dividendes de la paix et du développement sont sapés par l'extrémisme violent, les conflits liés aux ressources, l'impact des déplacements forcés et le trafic illicite de personnes, de drogues, de marchandises et d'armes, ainsi que la migration irrégulière. Le Tchad connu une fragilité à la suite de la mort du président Idriss Déby Itno et la prise du pouvoir par les militaires rendant ainsi la stabilité relative au cours des trois dernières années. Le Pays est donc confronté à des menaces importantes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

La situation sociopolitique et économique du Tchad en fait un pays vulnérable du point de vue des conflits. En effet, les données de la Banque mondiale donnent de constater que le Tchad figure parmi les plus fragiles de la planète. Sur le plan intérieur, les défis sont principalement liés à une situation économique difficile, mais aussi aux tendances à la mobilisation sociale et à l'opposition politique croissantes. Les menaces extérieures sont principalement liées à l'insécurité en Libye et en République centrafricaine, au conflit prolongé au Soudan et aux retombées de l'insurrection de Boko Haram. La région du lac Tchad, en particulier, est confrontée à des problèmes multiformes et interconnectés. L'insécurité, l'affaiblissement du tissu social et de la cohésion communautaire, ainsi que le rétrécissement de la surface du lac sont autant de facteurs qui, ensemble, créent des risques pour la paix. Il existe de fortes tensions et une concurrence pour les rares ressources disponibles dans la région du lac, ainsi qu'une pénurie d'opportunités économiques et une faible capacité de résilience à l'heure actuelle.

L'ensemble du pays est confronté à des défis historiques en matière de consolidation de la paix, principalement liés aux causes structurelles et immédiates et aux déclencheurs potentiels de conflits qui en découlent. La synthèse de cette institution sur la situation du Tchad élaboré par la Banque mondiale en 2023 fait remarquer que le pays est confronté « à des défis sécuritaires liés

aux conflits dans les pays limitrophes ainsi qu'aux conséquences du changement climatique, notamment avec l'accélération de la désertification et l'assèchement du lac Tchad. Cette analyse s'inscrit donc, dans le cadre de la demande de rééligibilité du Tchad au Fonds de consolidation de la paix pour l'exercice 2024 – 2029.

1.1 LES FRAGILITES

L'analyse des causes profondes de la vulnérabilité humanitaire au Tchad, au cours de la planification stratégique du PRH, s'est concentrée sur les défis structurels du développement, la pauvreté chronique et les chocs successifs dus aux catastrophes naturelles et causées par l'homme. Ces facteurs exposent continuellement la population à des crises humanitaires récurrentes, exacerbant leurs vulnérabilités et affectant leur résilience.

Selon la Banque mondiale, la pauvreté et la vulnérabilité sont omniprésentes au Tchad, avec 42,3 % de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national. L'extrême pauvreté (\$2,15/jour par habitant, PPA 2017) reste également élevée dans le pays et a augmenté de manière significative, passant de 31,2 % en 2018 à 34,9 % en 2021 et 35,4 % en 2023

Cette fragilité du pays qui risque de s'aggraver du fait de la baisse des cours du pétrole, de l'instabilité politique (susceptible de s'exacerber lors des élections à venir), de la montée de l'insécurité, des chocs climatiques ainsi que de la situation au Soudan voisin qui a aggravé la crise humanitaire, pèserait sur les finances publiques et augmenterait les pressions inflationnistes) renforce sa vulnérabilité aux conflits et en l'occurrence ceux sensibles au genre et changement climatique.

1.1.1. Contexte politique.

Après la mort du président Idriss Déby Itno le 20 avril 2021 au front, un Conseil militaire de transition, dirigé par son fils, Mahamat Idriss Déby Itno a dirigé le Tchad et la Constitution a été suspendue Jusqu'à la fin de l'année 2023. Un Dialogue avec les politico-militaire a eu lieu à Doha afin d'obtenir un accord avec l'ensembles des groupes rebelles ; Malheureusement, certains groupes n'ont pas signé cet accord et ceci est susceptible de fragiliser le pays même s'il y a un retour à l'ordre constitutionnel. Un Dialogue national inclusif et souverain DNIS, a été organisé du 20 août au 12 octobre 2022. Les conclusions du DNIS ont prolongé la transition politique de deux ans, le temps pour le pays d'organiser un référendum pour un retour à l'ordre constitutionnel et d'organiser les élections présidentielles et législatives. Une décision qui a occasionnée un soulèvement de l'opposition politique. Le 20 octobre 2022, une protestation contre la prolongation de la transition et l'éligibilité accordée au président de la transition provoqué une répression sanglante. La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Tchad a estimé à 128 morts le bilan de la répression sanglante en octobre des manifestations de l'opposition contre la prolongation de la transition. La CEEAC a entamé une médiation afin d'obtenir un accord entre le

principal parti d'opposition « Les Transformateurs » et le retour d'exil de son leader Succès Masra et ses partisans.

Après la proclamation de la 5^{ème} République, le leader de « Les Transformateurs » devient le Tout premier ministre de cette nouvelle République. Les différentes institutions de la République parmi lesquelles, l'Agence Nationale pour la Gestion des Elections (ANGE) a été mise sur pieds et un calendrier fixant l'élection présidentielle au 6 Mai 2024 est dévoilé.

Les événements récents ayant occasionnés la Mort de l'opposant Yaya Dillo viennent fragiliser la fin de la transition.

1.1.2. Contexte économique

Les indicateurs du Tchad relatifs à la pauvreté révèlent que 42,3 % des Tchadiens vivent en dessous du seuil de pauvreté national en 2023 et que 35,4% d'entre eux sont concernés par l'extrême pauvreté, en nette augmentation depuis 2018. Selon la Banque mondiale depuis 2022, le pays a régulièrement fait face à une inflation (5,8% en 2022 et 4,1% en 2023) qui a renforcé sa fragilité.

Cette inflation est liée aux « perturbations commerciales réduisant l'offre et provoquant des pénuries, alors que la demande de biens de la part des réfugiés a augmenté »¹.

Au cours de la période 2024-2025, la croissance devrait s'établir en moyenne à 3,4 % (0.1 % par habitant), sous l'effet d'une forte hausse des investissements publics et d'une augmentation modérée de la production pétrolière Le PIB non pétrolier devrait augmenter de 3,6 % au cours de la même période

Ces perspectives sont soumises à de multiples risques de dégradation, notamment la baisse du prix du pétrole, l'instabilité politique lors des prochaines élections, la montée de l'insécurité et les chocs climatiques. Une guerre prolongée au Soudan au-delà de 2024 aggraverait la crise humanitaire, pèserait sur les finances publiques et augmenterait les pressions inflationnistes. Ce qui constitue des fragilités qui nourrissent les conflits et fragilisent le vivre ensemble au sein des communautés.

L'élevage constitue une composante majeure de l'économie nationale et reste un des secteurs productifs sur lequel le Tchad fonde de réels espoirs pour asseoir un développement économique et social durable. Selon les résultats du recensement général de l'élevage (RGE 2016), le cheptel tchadien compte 93,8 millions d'unités de bétail et 34,6 millions de têtes de volaille. L'ensemble « bétail » représente 73% des effectifs globaux du cheptel. L'élevage contribue pour environ 18% à la formation du Produit Intérieur Brut PIB. Les produits de l'élevage, notamment le bétail et la viande, représentent 40% des exportations et occupent le second rang après le pétrole.

La première contribution de l'agriculture tchadienne dans l'économie est sa large part dans la proviennent de la production vivrière et 3% des cultures de rente. C'est aussi un grand pourvoyeur d'emploi qui occupe les 2/3 de la population active du pays dont plus de la moitié est composée

¹ Banque Mondiale, Tchad-Vue d'ensemble, précité.

de femmes. Après les inondations de 2022 la reprise du secteur agricole devrait contribuer fortement à la croissance, à hauteur de 1,6 point de pourcentage, selon la Banque mondiale

Cependant, la forte croissance démographique de la population dans un contexte de faibles indicateurs de développement humain (Le Tchad se classe **190ème** dans l'indice de développement humain (IDH) pour l'année **2021** du PNUD) et de croissance économique difficile peut compromettre le développement économique du pays et, dans un contexte de faible urbanisation, augmenter la pression sur les ressources naturelles c'est exacerber les risques de conflits. En outre, les opportunités limitées d'inclusion économique et l'engagement des jeunes dans les processus de prise de décision exposent les jeunes au risque des dynamiques régionales : Le Tchad a des frontières communes avec la République centrafricaine, le Soudan, le Niger, le Nigeria et la Libye. La situation des pays voisins à un impact direct sur la stabilité des communautés tchadiennes, qui partagent des langues, des cultures et des modes de production communs.

Il faut aussi noter que le niveau de vie de la grande partie de la population tchadienne dans toutes les régions est en dessous de la moyenne. Car, le fait que les services sociaux de base ne soient pas suffisamment disponibles ni accessibles pour les populations dans ces nombreuses zones est un facteur qui entretient la précarité. A cela, vient s'ajouter le climat des affaires non assaini, la croissance démographique qui occasionne des pressions sur les ressources naturelles telles que l'eau, la terre, le pâturage etc ainsi que le secteur informel non libéralisé, freinent la diversification économique et augmentent les défis socio-économiques, notamment des conflits autour des moyens de subsistances des populations dans les zones rurales.

1.1.3. Contexte humanitaire

L'instabilité politique et sécuritaire dans les pays voisins (Soudan, Libye, République centrafricaine et Cameroun) continue d'affecter la situation sécuritaire à l'Est et au Sud du Tchad et pérennise la présence des réfugiés au Tchad. Quelques 700 000 réfugiés et demandeurs d'asile séjournent au Tchad à l'Est, au Sud, à l'Ouest du pays et au tour de la ville de N'Djaména, selon les données de l'Organisation Internationale pour le Migrations (OIM) au 10 février 2024.

En date du 26 Février 2024, au moins 700 000 réfugiés, 144 015 retournés, les femmes et les enfants représentent 93%. La communauté hôte est estimée à environ 423 190 personnes à majorité féminine et jeune (*Réponse à la crise du Soudan, OIM février 2024*) qui sont installés tout au long de la frontière Tchado-soudanaïenne. A ceux-là s'ajoute 381 289 personnes déplacées internes dans la région du Lac ; 23 901 retournés tchadiens du côté Lac Tchad, 101 347,650 retournés tchadiens de la Centrafrique au sud. Le Tchad, par sa position géographique, est un pays d'origine, de transit et de destination des migrants. Ces personnes s'ajoutent aux 427 024 réfugiés soudanais qui occupent 13 sites et un village depuis plus d'une décennie dans cette partie du Tchad.

Tout cela vient aggraver la crise humanitaire, pèse sur les finances publiques, augmentant ainsi les pressions inflationnistes et renforce la vulnérabilité du pays aux conflits et au vivre ensemble. Les opinions varient quant à l'impact des interventions humanitaires (OCHA estime en mars 2024 à 39,5 milliard de dollars les besoins humanitaires de 539 millions de personnes) : les populations

autochtones se sentent délaissés par les organisations humanitaires, tandis que les réfugiés et les personnes déplacées accueillent favorablement cette assistance, malgré certains manquements.

La crise humanitaire impacte fortement sur la stabilité et la paix à divers niveaux. Il s'agit d'une part, de l'insécurité liée à l'afflux des réfugiés et retournés, la pression démographique sur les ressources naturelles et l'aide humanitaire qui constituent des points autour desquels naissent les conflits.

1.1.4. Contexte sécuritaire

Sur le plan sécuritaire, le Tchad reste affecté par l'insécurité résultant de l'activisme des groupes armés non-étatiques dans le bassin du lac Tchad et les conflits intercommunautaires dans certaines provinces du pays. Cette situation a occasionné un déplacement cumulatif de 1 613 097 personnes dont 215 928 Personnes Déplacées Internes (PDI). L'insécurité croissante au Tchad a des implications sur les conflits qui concernent le bassin du lac Tchad, la Libye, la région du Darfour au Soudan, la République centrafricaine et le Sahel occidental. Du Nord au Sud, en passant par le Centre et l'Est du Tchad, nous avons rencontré plusieurs facteurs déterminants qui déclenchent les conflits au sein des communautés. Ces facteurs sont très souvent liés à l'accès aux ressources, à certaines pratiques traditionnelles néfastes, aux banditismes organisés ainsi qu'à des discordances au sein des groupes ethniques.

La région du lac Tchad, en particulier, est confrontée à des problèmes multiformes et interconnectés. L'insécurité, l'affaiblissement du tissu social et de la cohésion communautaire, ainsi que le rétrécissement de la surface du lac sont autant de facteurs qui, ensemble, créent des risques pour la paix. Il existe de fortes tensions et une concurrence pour les rares ressources disponibles dans la région du lac, ainsi qu'une pénurie d'opportunités économiques et une faible capacité de résilience à l'heure actuelle. Les frontières sont devenues poreuses et difficiles à contrôler, la majeure partie de leur longueur étant située dans le désert et difficile d'accès. En outre, quatre des pays voisins du Tchad, à savoir la Libye, le Soudan, la République centrafricaine et le Nigeria, sont toujours confrontés à des crises sociales, économiques et/ou sécuritaires, y compris à l'extrémisme violent.

OHCA indique qu'au cours du dernier trimestre de 2023, 15 incidents sécuritaires majeurs ont été rapportés par les sources sécuritaires contre la période entre janvier 2022 et novembre 2023 pendant laquelle le Tchad a connu un peu plus de 362 incidents sécuritaires qui vont de conflits inter et intra-communautaires aux actes de violence des groupes armés et autres affrontements. Ces incidents ont fait environ 70 morts, 9 blessés et 9 personnes enlevées. On dénombre également des dégâts matériels. En matière de protection, pour les mois d'octobre et novembre 651 incidents de protection ont été enregistrés (405 incidents en octobre 2023). De ces incidents, on relève des cas d'agressions physiques, d'enlèvements, d'homicides/meurtres, de vols, d'incendies volontaires et de menace/injure.

1.1.5. Situation des droits humains :

Au Tchad, beaucoup d'efforts restent à fournir pour le respect des droits humains. Plusieurs rapports montrent qu'il existe plusieurs violations qui sont entre autres : les discriminations, les violences faites aux femmes et aux filles, les violations de la liberté d'expression et d'opinion, les inégalités dans le partage du revenu national et la non-réalisation des droits économiques, sociaux et culturels par la majorité de la population. Comme l'indique Amnesty International dans son rapport sur le Tchad en 2022 « Les autorités ont eu recours à une force excessive pour disperser des manifestations pacifiques et ont violé le droit à la liberté de réunion. Des personnes critiques à l'égard du gouvernement ont été détenues arbitrairement. Les attaques perpétrées par des groupes armés et les violences intercommunautaires ont fait plusieurs morts. Un Observatoire de la promotion de l'égalité et de l'équité de genre a été créé dans un contexte de violations persistantes des droits des femmes et des filles. ».

Les institutions nationales de défense des droits de l'homme sont faibles et ne disposent pas de moyens de leur politique. Le manque d'indépendance judiciaire et l'impunité restent des préoccupations majeures. La réforme de la législation alignée sur les instruments internationaux de protection des droits de l'homme est en suspens depuis plusieurs années. L'impunité prévaut, tout comme les violations des droits des femmes, notamment les violences sexuelles et les mutilations génitales féminines.

Rappelons que Le Tchad a ratifié plusieurs conventions régionales sur la lutte contre la discrimination et sur les droits de l'Homme, qu'il a intégrée à sa législation nationale. Par exemple ; le Code pénal du Tchad adopté par la Loi n° 001 du 8 mai 2017 qui comprend diverses dispositions issues de conventions internationales, l'ordonnance n° 006 du 30 mars 2018 portant lutte contre la traite des personnes en République du Tchad, l'ordonnance n° 002 du 4 mars 2020 portant organisation de l'état civil en République du Tchad, la Charte de transition de la République du Tchad (2021) et la loi n° 004 du 15 mars 20226 portant ratification du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transfrontalière organisée, en sont des illustrations.

1.2 CONTEXTES TRANSVERSEAUX FACTEURS DES CONFLITS

1.2.1. Les effets du changement climatique

Le lien entre le changement climatique et les conflits est de plus en plus au cœur des discussions sur la sécurité et le développement. L'un des endroits les plus préoccupants est le Sahel, une région définie par des conditions environnementales difficiles. Le Sahel, qui signifie "frontière" en arabe, est une région géographique d'Afrique qui sépare le désert du Sahara, au nord, des tropiques, au sud. Les six pays francophones du Sahel occidental - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad - abritent collectivement plus de cent millions de personnes. L'instabilité climatique et les catastrophes naturelles récurrentes, telles que les invasions de criquets, les inondations et les sécheresses, sont susceptibles d'être aggravées par le changement climatique.

Cela pourrait déstabiliser davantage la sécurité alimentaire, compromettre les moyens de subsistance et aggraver la concurrence pour les ressources, telles que la terre et l'eau.

L'OIM explique dans son *analyse des mécanismes et de modes de prévention et gestion des conflits agropastoraux dans les provinces du Ouaddai, Sila et Salamat de mai 2022* que les variations climatiques affectent considérablement le calendrier agricole dans les provinces de l'Est. Le système cultural repose sur deux pratiques que sont les cultures de grande saison et celles de décrue. L'installation précoce ou tardive des pluies perturbe l'organisation du calendrier saisonnier, voire agricole. Alors les productions agricoles se retrouvent aux aguets du cheptel lors des mouvements de remontée et de descente des transhumants.

Selon OCHA, dans le Sud, de fin août à septembre 2023, des inondations ont touché les provinces du Logone oriental, du Mandoul, de la Tandjilé et du Mayo Kebbi Est. Ces inondations ont détruit 18 130 hectares de cultures, 2 700 maisons, tué 5 personnes à Doba rural (sous-préfecture de Beboni), blessé 110 personnes, entraîné la perte de 21 petits ruminants, et forcé 2 400 personnes à se déplacer de la sous-préfecture de Katawa, Mayo-Kebbi Est, vers Moura au Cameroun.

Le Bureau de coordination Humanitaire du système des nations Unies poursuit que La province du Lac est aussi affectée par des catastrophes naturelles. En effet, 43 376 sinistrés ont été identifiés au cours du dernier trimestre dont 15 892 du fait de la sécheresse, 24 066 causés par les ennemis des cultures et 3 418 du fait des inondations. Les zones les plus touchées sont les départements de Mamdi et Kaya. L'accès humanitaire est restreint dans le Lac, par plusieurs contraintes, notamment la montée des eaux et des entraves aux mouvements des acteurs humanitaires, notamment sur l'axe Baga-Sola - Ngouboua.

1.2.2. La question du genre

La situation des femmes au Tchad est celle d'une autonomisation limitée, alimentée par un très faible niveau d'éducation et un accès limité à la propriété. Au Tchad, la situation des filles et des femmes est complexe et comporte des défis importants. 1 femme sur 5 déclare être victime de violence physique au Tchad, 12 % des femmes subissent des violences sexuelles chaque année ; Les violences sont souvent liées aux traditions, à la culture et à l'impunité¹. 35 % des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans, 44 % des filles ont vécu des mutilations génitales féminines¹. Le Tchad occupe le 4e rang mondial en matière d'inégalité de genre. Sur le plan éducatif, La situation de l'éducation des filles au Tchad présente des défis importants. Voici un aperçu basé sur les données disponibles:

- Au niveau primaire, le taux de scolarisation des filles semble acceptable, atteignant **80,4%**. Cependant, à mesure que l'on progresse dans le cursus scolaire, ce taux diminue considérablement.
- Dans l'enseignement moyen (6e - 3e), le taux d'achèvement pour les filles est seulement de **13,3%**, comparé à **28,2%** pour les garçons, avec d'importantes disparités provinciales¹.

- Au niveau du secondaire général (2de - Terminale), le taux d'achèvement des filles est encore plus bas, à **10,3%**, et l'indice de parité (0,4) indique une faible fréquentation des filles¹.
- Certaines provinces de la Bande sahélienne, telles que le Borkou, l'Ennedi Ouest et le Bahr-El-Ghazal, enregistrent des taux de scolarité des filles particulièrement bas.
- En revanche, les taux de scolarisation des filles sont plus élevés dans les provinces de la Ville de N'Djamena, le Logone Occidental, le Mandoul et le Mayo-Kebbi Ouest. Ces données découlent du rapport 2021 des Nations Unies sur la situation des filles et des femmes.

Ces facteurs affaiblissent l'accès équitable aux ressources et empêchent les femmes de se faire entendre. Les femmes sont exposées de manière disproportionnée aux violences basées sur le genre et sont parfois susceptibles d'être recrutées par des organisations extrémistes violentes dans la région du lac. Plus largement, elles sont également victimes d'exploitation et d'abus sexuels, ainsi que de mariages forcés et prématurés. Il est souvent difficile de documenter les abus subis par les femmes en raison d'une culture du silence, de la peur des représailles et de la stigmatisation.

Les effets combinés des conflits, des urgences sanitaires et du changement climatique, notamment les inondations, ont affecté environ 6,9 millions de personnes, dont 423 000 estimées avoir besoin des services urgents d'atténuation des risques et de réponse contre la violence basée sur le genre (VBG) en 2023 selon l'Aperçu des besoins humanitaires, (HNO 2023, Tchad). Au Tchad, 60,6 % des filles se marient avant l'âge de 18 ans, 34 % des femmes et des filles ont été soumises à la pratique des mutilations génitales féminines (MGF) ou de l'excision selon l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6-TCHAD, 2019). Des normes sociales négatives et persistantes demeurent le fondement de l'inégalité et de la violence à l'égard des femmes et des filles. En outre, le taux élevé d'analphabétisme chez les femmes (86%) constitue un obstacle à l'émancipation économique et facilite le mariage des enfants. Les principaux facteurs de risque de VBG au Tchad sont l'insécurité alimentaire, les mouvements de population, les pratiques traditionnelles jugées néfastes et les mécanismes d'adaptation négatifs HNO 2023, Tchad.

Les conflits n'atteignent pas que la couche masculine des populations des Etats du Sahel. Ils sont handicapants pour les hommes et les femmes, les garçons et les filles de la région du G5Sahel. Plusieurs incidents répertoriés dans ces pays plus particulièrement au Tchad montrent un aperçu d'une multitude des crises auxquelles les femmes font face. Aussi, les femmes ne sont pas seulement des victimes mais certaines sont depuis longtemps impliquées dans des groupes qui se livrent à des actes de violence extrémiste. Leur rôle varie selon chaque groupe et peut inclure des attentats suicides, la participation à des instances ou brigades entièrement féminines au sein d'organisations armées et la collecte de renseignements. Les femmes peuvent aussi être des sympathisantes et se mobiliser pour dispenser les soins de santé, la nourriture et des refuges aux terroristes et extrémistes violents.

La résolution 2242 (adoptée en octobre 2015) reconnaît la nécessité d'impliquer les femmes dans la prévention de l'extrémisme violent. Le Conseil de sécurité y exhorte les États membres et le système des Nations Unies à « assurer la participation et l'autorité des femmes et des organisations de femmes pour ce qui est de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent [...], y compris dans le cadre de la répression de l'incitation à commettre des actes de terrorisme, de la diffusion de messages visant à lutter contre la propagande et d'autres interventions pertinentes » (§ 13). La résolution insiste sur la nécessité de donner aux femmes les moyens de s'attaquer aux conditions favorisant la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent. Les femmes et les jeunes ont donc la possibilité d'apporter une plus grande part de solutions dans la prévention et la lutte contre les violences. Pour les plus jeunes, elles sont devenues sensibilisatrices et institutrices des jeunes pour prévenir l'extrémisme violent et la Radicalisation. Auprès des hommes, elles jouent plusieurs rôles, allant de la médiation au désarmement et démobilisation. Plusieurs cas de violences basées sur le genre ont été cités par les différents acteurs interrogés comme facteurs des conflits inter et intracommunautaires.

Cependant, dans les autres régions, lors des conflits ouverts, les femmes et les enfants sont les plus souvent la couche la plus touchée à cause de leurs vulnérabilités et aussi du fait que les violences surviennent par surprise. Les femmes n'ont donc pas la possibilité de se mettre à l'abri avec les enfants. C'est aussi le cas des jeunes filles, souvent appelées à être auprès des parents

En ce qui concerne les jeunes en milieu rural, ils sont très souvent la tranche d'âge qui subit le plus les violences. Surtout les jeunes garçons qui sont souvent soit bouviers, soit sur les champs en train de labourer avec les autres hommes.

Violences basées sur le genre : Les violences basées sur le genre se rencontrent dans toutes les régions du Tchad. Malgré les actions de l'Etat et des partenaires. Malheureusement, beaucoup de personnes perpétuent ces violences en les identifiant aux règles de leur société. Il s'agit des coups et blessures volontaires que certains parents infligent à leurs enfants, des maris à leurs femmes et parfois, d'une communauté sur une fille ou une femme qui refuserait un mariage forcé. Les violences physiques et morales infligées aux femmes et aux enfants, le mariage précoce et forcé, le refus de certains pères de prendre en charge le besoin de la famille engendrant des procès pour les réclamations des pensions alimentaires etc. Les viols des filles avec meurtres dans des cas d'association de malfaiteurs, sont entre autres les violences les plus enregistrées dans la plupart des régions du Tchad.

Les MGF : Les mutilations génitales féminines considérées comme des traditions sont aujourd'hui un fonds de commerce pour certaines personnes dans les communautés qui les pratiquent. Les filles sont arrachées de force pour être excisées. Ensuite, les parents sont sommés de payer environ 30.000 frs par jeune fille. En 2023, environ 3.000 filles ont été excisées dans la région du Mandoul seule. Les plaintes des associations des Droits Humains contre les auteurs de ces pratiques n'aboutissent pas souvent à cause des pressions politiques des personnes qui empêchent la justice d'effectuer son travail et favorisent l'impunité des auteurs.

Le Mariage forcé des filles mineures : Bien que puni par la loi, le mariage forcé se pratique encore dans beaucoup de régions du Tchad avec des conséquences allant des violences au suicide de ces filles. Les jeunes filles qui essaient d'échapper à ces mariages sont séquestrées et maltraitées. Certaines finissent par se donner la mort ou par tuer le conjoint qu'on leur impose. Nous avons vu certaines fillettes à la maison d'arrêt de certaines villes qui ont témoigné de leur parcours. Les assassinats qui découlent de ces mariages forcés sont souvent source de conflits au sein des communautés desquelles sont ici les conjoints.

Le Mariage par Rapt : des filles sont de nos jours encore enlevées pour être mariées de force à un homme qu'elles ne connaissent parfois pas du tout. Leurs tentatives de s'échapper sont souvent vaines à cause de la société qui trouve que cette pratique est normale. Les organisations de la société civile sont parfois confrontées à des situations au cours desquelles, les parents refusent de laisser la justice effectuer son travail dans les règles de l'art.

Le Lévirat et le Sororat : ces pratiques qui consistent à remplacer un conjoint décédé par son frère ou sa sœur sont de vieilles pratiques traditionnelles qui peinent aujourd'hui à être acceptées et créent des conflits entre des familles, voire, la communauté et parfois occasionnent des homicides.

La traite des enfants : la situation des enfants dans beaucoup des régions reste précaire. Le recrutement des enfants des familles en situation difficile pour leur exploitation dans d'autres familles plus nanties. Ces enfants sont souvent maltraités et parfois revendus à d'autres familles et déportés loin de leur famille d'origine.

1.2.3. Le repli identitaire comme défi pour l'unité nationale

Il existe plusieurs facteurs socioculturels qui contribuent aux conflits dans au sein des communautés du Tchad du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par le centre. Nous avons cité quelques-uns qui reviennent très souvent dans les discussions avec les communautés.

Les méfiances communautaires : Des affrontements intra-communautaires dus à des rancunes sociales. Parfois pour des questions d'héritage, parfois pour des conflits autour de la gestion du territoire. Certaines communautés ayant migré vers d'autres régions n'acceptent pas de se soumettre aux règles existantes et décident de se désolidariser pour se reconstituer et cela cause de vives tensions.

Les discours haineux : A ce jour, l'on peut remarquer sur les réseaux sociaux les discours de haine et de division sur des questions d'appartenance politique, ethnique et des considérations nord-sud qui nourrissent les divisions et alimentent les débats politiques. Les jeunes sont les plus impliqués dans les conflits de tout genre. Ils sont les plus nombreux à réclamer par exemple les meilleures conditions de vie, la bonne gouvernance, la justice et l'égalité. Les coalitions se créent autour des ethnies et du régionalisme parfois, sans considération des normes et logiques liées aux droits humains. Ils sont acteurs et auteurs des manifestations et des différents discours qui se propagent sur les réseaux sociaux. Dans certaines communautés, il existe des rancunes sociales

entre des groupes vivant dans la même localité. Ces rancunes sont entretenues et au moindre faux pas d'une partie, des conflits violents se déclarent causant parfois de morts d'homme.

La Dia : L'imposition de la Dia à des communautés non musulmanes, à la suite des conflits ou accident ayant causé mort d'homme est source d'autres conflits. En effet, cette pratique est propre à la religion musulmane et le Tchad étant un pays Laïc, il est souvent déplacé de voir certaines autorités imposer la Dia pour résoudre les conflits aux cours desquels il y a mort d'homme. Le Montant fixé parfois n'est pas facile à réunir et parfois, les biens d'un village entier sont confisqués pour rembourser la Dia. Ce qui nourrit d'autres conflits et entraînent des divisions au sein des communautés. Selon les organisations des Droits humains, la Dia est une solution de résolution des conflits qui entrave le travail de la Justice. Les familles demandent souvent la libération de l'assassin après le paiement de la Dia, alors qu'il y a un crime et le ministère publique devrait continuer la procédure pour punir le coupable afin d'éviter que cela ne se reproduise. Mais dans les faits, la Dia semble remplacer la justice et malgré l'argent versé, les communautés victimes nourrissent la possibilité de se venger puisque le coupable se retrouve souvent en liberté.

Les viols avec assassinat : ces dernières années les organisations des défenses des droits humains ont enregistré plusieurs cas de viols suivis d'assassinat des victimes en 2023, ce sont, qui ont été enregistré par la Ligue tchadienne des droits des femmes.

Les infanticides : les coutumes de certaines communautés selon lesquelles, les enfants nés hors mariage ne sont pas acceptés amènent les filles à commettre des infanticides lorsqu'elles n'arrivent pas à avorter les grossesses hors mariage. Le taux est de plus en plus élevé dans les régions à prédominance musulmanes.

La consommation de l'alcool et de la drogue : De plus en plus des jeunes sont devenus des adeptes de l'alcool et de la drogue en passant par les boissons frelatées. Ce qui occasionnent des comportements défiants. En effet, sous les effets des stupéfiants, beaucoup des jeunes commettent des crimes allant des viols aux assassinats. Beaucoup de jeunes, du fait du chômage se livrent à la consommation de l'alcool et de la drogue commettent des actes criminels.

Les enlèvements des personnes contre rançon : Depuis plus de dix ans, certaines régions du Tchad font face à l'enlèvement des personnes contre rançon. Ces phénomènes fragilisent énormément des communautés mais semblent ne pas se résoudre. Les populations notent les insuffisances des autorités à pouvoir y mettre un terme. En effet, certains enlèvements se font en pleine journée devant les regards impuissant de la population. Mais aussi, sous l'inaction des forces de défenses et de sécurité qui sont alertées mais qui ne vont pas forcément à la poursuite de ces personnes. Il existe aussi des cas d'enlèvement des enfants pour cause d'exploitation que certaines communautés ont signalés. Parfois, des jeunes filles sont enlevées, violées et sont mariées de force à leurs ravisseurs. Les enlèvements causent des difficultés indicibles dans les communautés frontalières qui souffrent déjà de la pauvreté et des effets du changement climatique. L'insécurité a également fracturé la vie communautaire, les villageois se méfiant de plus en plus les uns des autres

2. ANALYSE DE LA SITUATION ET DES CONFLITS

2.1. Analyse de la situation

Les populations autochtones dans le Nord, le Sud, l'Est et l'ouest sont déjà dans des situations précaires, font face à des vulnérabilités accrues, notamment en matière d'insécurité alimentaire et d'accès aux services de base. Cette situation risque d'exacerber les tensions entre les populations locales et les personnes en situation de déplacement forcé. Cela entraînera aussi des répercussions au niveau régional, étant donné la position stratégique du Tchad qui fait le lien entre l'Afrique centrale et de l'ouest avec le Soudan et le Maghreb. Un rapport du Bureau de la coordination humanitaire en 2023 montre que le Tchad fait face à des conflits intercommunautaires : 528 personnes sont décédées et 600 personnes blessées au cours des conflits intercommunautaires survenus entre janvier et novembre 2022 contre 400 personnes décédées et 324 personnes blessées au cours de la même période de 2021.

Les différents contextes présentés sur le plan politique, sécuritaire, économique et sociale ainsi que les facteurs tels que le climat, le genre, les replis identitaires, etc. sont sources des nombreux conflits qui interviennent entre agriculteurs et éleveurs (53%), des conflits interethniques (23%), des conflits fonciers (14%) et les conflits liés aux successions des chefferies (3%). La partie du sud du pays enregistre 56% des conflits intercommunautaires, avec une forte proportion (90%) pour la gestion des ressources naturelles (conflits agriculteurs – éleveurs).

Au nord du pays, les conflits survenues au tour des zones aurifères les 23 et 24 mai 2023 dans la province de Borkou ont causé une centaine des morts et le déplacement de plusieurs personnes dont 3 800 orpailleurs. Nous avons constaté aussi lors de nos visites sur le terrain qu'il y a des conflits liés aux divisions ethniques dans presque toutes les régions du Tchad. Ces conflits semblent être alimentés par les élites politiques. Les divisions découlent des nominations à des postes de responsabilité selon les critères ethniques et népotistes et ces faits alimentent des conflits qui entachent la cohésion sociale dans beaucoup des régions y compris les grandes villes.

2.2. Analyse des conflits

Dans la plupart des régions, nous retrouvons les mêmes types de conflits avec des nuances dans leur dynamique de manifestation. Il s'agit beaucoup plus des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles pour la survie des populations, des conflits d'intérêts politiques, des crimes organisés, des conflits liés à la gouvernance et à l'accès à la justice. La corruption et la consommation des stupéfiants sont aussi des facteurs majeurs des conflits et violences que nous avons rencontrés.

Selon le dernier rapport de janvier 2024 sur l'aperçu des conflits publié par OCHA, les conflits intercommunautaires représentent 43%, les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont de 29%, les

conflits fonciers représentent 21% et les conflits intracommunautaires liés à la chefferie sont de 7%. Le sud reste la zone la plus concernée par les conflits, avec 57% de conflits enregistrés dont 50% des conflits dans la province du Logone Oriental et 50% dans la province du Mandoul. Dans ce même rapport, l'on remarque qu'au mois de mai 2023, plusieurs incidents dans les départements du Nya Pendé, Monts de Lam et Kouh Ouest dans la province de Logone Occidental ont été notifiés. Au moins 1 025 maisons dans 23 villages ont été détruites et plusieurs personnes tuées poussant plus de 26 227 personnes au déplacement. Ces déplacés ont trouvé refuge dans les abris de fortune et dans les centres communautaires (écoles, églises, lieux publics) nécessitant une aide d'urgence. Dans plusieurs autres localités, des incidents de protection continuent d'être relayés, dont des meurtres/homicides, des agressions physiques, des enlèvements, des pillages, des incendies, des vols de biens, des cas de violences basées sur le genre et d'autres types non répertoriés faute d'un mécanisme de monitoring de protection sur le terrain.

Les conflits enregistrés restent marqués par la difficile cohabitation entre les agriculteurs et les éleveurs du fait de la rareté du pâturage et des zones agricoles (conséquences de la démographie et du changement climatique), de l'accès aux polders, de la dévastation de cultures causée par les bœufs ainsi que des vols de bétails.

3. LES TYPOLOGIES DES CONFLITS AU TCHAD

3.1.1 LES CONFLITS AGRO-PASTORAUX

Près de 80% du cheptel ruminant est conduit selon le système pastoral transhumant. Ce système d'élevage extensif, qui est principalement fondé sur la mobilité, a une incidence sur le mode de vie, de résidence et d'occupation de l'espace. L'insuffisance et le tarissement précoce des points d'eau d'abreuvement du bétail entraînent le départ des pasteurs de leur terroir d'attache avant même la récolte des cultures le long des axes de transit. C'est le renouvellement naturel du pâturage qui est un facteur limitant dans la partie Sud du territoire national. Cette situation engendre des conflits, dus aux destructions des champs non encore récoltés, entre les agropasteurs et les pasteurs, avec parfois des morts d'hommes. L'accès à l'eau et au pâturage par les troupeaux s'en trouve drastiquement limité avec pour conséquence une faible productivité animale et des conflits pastoraux.

Les conflits agriculteurs-éleveurs : Ce sont des conflits qui découlent souvent du non-respect des calendriers culturaux par les deux parties selon que l'agriculteur ne récolte pas au moment indiqué ou que l'éleveur n'ait pas attendu que les récoltes soient faites. Les champs non récoltés sont souvent dévastés par les troupeaux et les réactions des agriculteurs, occasionnent des conflits très souvent violents avec mort d'hommes. Du côté des éleveurs, il est noté que les agriculteurs ne respectent pas les couloirs de transhumance et débordent ainsi de la délimitation des passages des bétails.

Au Sud du Tchad ce conflit se manifeste par la dévastation des champs par les bétails des éleveurs et les réactions violentes des bouviers face aux agriculteurs qui réclament réparation. Au centre et à l'Ouest, les plaintes sont les mêmes en ce qui concerne, le non-respect du calendrier culturel par les éleveurs transhumants. Dans la zone Est. Les autochtones sont des éleveurs et le fait des réfugiés et personnes déplacées suite aux différentes crises, notamment celle du Soudan les amène à chercher des terres cultivables pour leur moyen de subsistance, ce qui vient bouleverser les habitudes et crée des tensions entre les deux catégories de populations. Les autochtones se sentent envahis par les agriculteurs qui implantent leurs champs dans les espaces qui servaient de zones de pâturages et couloirs de transhumances pour leurs bétails

Au-delà des conflits liés au pâturage et aux couloirs de transhumance l'on note aussi dans ces conflits liés aux vols de bétails du côté des éleveurs et des agriculteurs dans toutes les régions où il existe les conflits agro-pastoraux.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la Coopération des Affaires humanitaires (OCHA), « en 2021, le bilan humain dû aux conséquences de la transhumance et des tensions intercommunautaires au Tchad est déjà particulièrement lourd, avec 24 incidents signalés à travers le pays (neuf à l'Est, sept au Sud, huit dans le Lac). Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, déplacé plus de 6 500 personnes, entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance, et provoqué de très fortes tensions entre les communautés ».

Aussi il y a aussi une nouvelle dynamique qui alimente ce conflit : c'est la question de vol à main armée de bétail de part et d'autre, et l'armement des éleveurs par de tierces personnes : certains éleveurs enlèvent les bœufs d'attelage des agriculteurs et d'autres part, il y a aussi des agriculteurs qui cherchent à voler le bétail des éleveurs. Ce qui accentue les conflits et occasionne des violences avec mort d'homme.

L'accès au pâturage : Beaucoup de conflits entre agriculteurs et éleveurs découlent du fait que les couloirs de transhumance ne soient pas connus, respectés ou balisés. Beaucoup d'éleveurs ignorent les limites de ces couloirs parce qu'il n'y a parfois pas de repères formels pouvant les guider. Certains éleveurs à la recherche du pâturage ne respectent pas la limite ni la période indiquée pour la transhumance. D'une part, certains agriculteurs labourent en débordant vers les couloirs de transhumance et de l'autre côté. Aussi, il faut noter que certains couloirs de transhumance ne mènent pas forcément vers des points d'eau, et en voulant dévier les animaux vers un point d'eau, les éleveurs atterrissent parfois dans des champs cultivés et ceci engendre des violents conflits. L'OIM dans son analyse des mécanismes de prévention et gestion des conflits explique que trois faits majeurs inhérents à l'inscription des couloirs dans les terroirs fournissent les leviers de la conflictualité. Ce sont :

- Les travaux sectoriels sur les couloirs avec leurs dimensions qui conquièrent l'espace rural, arable et agricole aussi homogène tant pour la demande pastorale et que pour celle agricole,
- L'expansion des champs de culture dans les drains des couloirs,
- L'impraticabilité de certains segments des couloirs provoqués par les dépressions de terrains dues aux inondations excessives.

La question de l'armement des éleveurs par des personnes non identifiées jusqu'ici et le fait que les autorités locales n'arrivent souvent pas à désarmer ces personnes, ont malheureusement de conséquences sur la gestion des conflits de façon pacifique. Les détenteurs d'armes n'hésitent pas à ouvrir le feu même lorsqu'ils ne sont pas directement impliqués dans un conflit. Malheureusement, la question de leur désarmement par les autorités est un grand défi et la non-maitrise de la circulation des armes autour des frontières favorise cet armement des individus. Une situation que se remarque dans toutes les provinces du Tchad. La circulation des armes est de plus en plus incontrôlable et il est difficile pour le pouvoir central de trouver une solution définitive.

Selon le recensement général de l'élevage du Tchad RGE de 2015, les éleveurs tchadiens pratiquent une agriculture sentimentale, ce qui fait que le cheptel est resté croissant et son impact sur les ressources naturelles est très grand.

Le vol de bétail : De plus en plus de personnes s'organisent pour voler des bétails au sein des communautés autochtones et chez les nomades. Ceci engendre des conflits violents qui occasionnent des morts d'hommes dans la plupart des régions. Surtout celles qui sont frontalières avec le Cameroun, la RCA et le Niger. Les vols se font souvent à main armée et les ripostes des victimes occasionnent des violences meurtrières.

3.1.2. LES CONFLITS LIES AUX RESSOURCES NATURELLES

Les conflits liés aux ressources naturelles tels que les terres, l'eau, les forêts sont les types de conflits qui se retrouvent dans la plus grande partie du Pays. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest en passant par le centre plusieurs conflits liés aux ressources naturelles ont été enregistré et ont fragilisé des communautés entières. Il faut rappeler que le Tchad a promulgué une loi des protections des ressources naturelles. La **loi n°1998-14 du 17 août 1998** au Tchad définit les **principes généraux de la protection de l'environnement** vise à établir les principes pour la **gestion durable de l'environnement** et sa protection contre toutes les formes de dégradation. Elle a pour but de **sauvegarder et valoriser les ressources naturelles** et d'améliorer les conditions de vie de la population.

La différence entre aujourd'hui et le passé, c'est le changement climatique, la démographie et la diminution de la capacité à trouver des solutions pacifiques. Les groupes se disputent l'accès et l'utilisation des terres à différentes époques face au changement des phénomènes climatiques

L'accès au foncier : L'augmentation de la population à cause des mouvements des populations suites aux différentes crises dans les pays voisins du Tchad, vient accentuer les questions de l'accès à la terre pour les populations de régions frontalières du Tchad avec la RCA, le Cameroun, le Niger, le Soudan, etc. Les terres, moyen de production des populations rurales qui sont à majorité des agriculteurs et des éleveurs, sont aussi les espaces qui ont accueilli des réfugiés, retournées et personnes déplacées. Les populations sont donc dans une situation assez complexe entre l'hospitalité et le besoin d'avoir de l'espace pour cultiver afin de pouvoir se prendre en charge. Des espaces de production agricole sont aujourd'hui transformés en sites d'hébergement de réfugiés et personnes déplacées internes suites aux différentes crises. Les parcelles qui ne sont pas occupées sont aussi appauvris par les multiples travaux champêtres et la dégradation due à plusieurs pressions sur ces terres. Les populations tentent parfois d'aller chercher des terres cultivables dans

d'autres provinces et villages autour de leur zone d'habitation, ce qui crée parfois des conflits intercommunautaires.

Dans les provinces de l'Est, du Nord et de l'ouest, les terres cultivables sont insuffisantes face au besoin de la population hôte. L'arrivée des réfugiés et retournés vient aggraver un besoin qui existait déjà. Ce qui plonge la population dans une nouvelle crise d'accès à la terre cultivable. Les rares personnes qui disposent de ces terres ne sont pas disposées à partager leurs parcelles avec les autres autochtones, moins encore avec les réfugiés. C'est le constat dans la grande Sido, le Mandoul la préfecture de Goré, les régions de l'Est en général qui abritent les réfugiés et retournés. En outre, la pression foncière croissante dans les terroirs d'accueil du Sud occasionne de plus en plus l'obstruction des passages des animaux par des champs ou des villages, rendant difficile la mobilité des troupeaux.

L'accapement des terres : aux cotés des questions foncières liées à l'Agriculture et l'élevage, les populations rurales font aussi face à des crises liées à l'accapement des terres par des personnes plus nantis et plus influentes. Certains chefs de terre et de village vendent des grandes parcelles aux individus nantis et disposant de plus de moyens financiers et qui exercent une influence politique. Ces parcelles ne sont pas forcément utilisées pour la production mais beaucoup plus pour des loisirs privés. Les populations autochtones se plaignent aussi du fait que les terres soient octroyées aux grandes multinationales sans concertation ni de proposition de mesures alternatives pour les populations habitent ces régions. Dans les zones frontalières des pays en crise tels que la RCA et le Soudan, les populations autochtones indexent les autorités et les organisations humanitaires de leur arracher les terres au profit des réfugiés et personnes déplacées. Ce qui crée des mécontentements au sein de populations et se transforme très souvent en conflit ouvert. Au niveau des palais de justice de certaines villes dans le Mandoul, le Ouaddai et le Maoyo Kebby, plus de 75% des contentieux sont liés au foncier selon les différents procureurs rencontrés.

L'accès aux points d'eau : Beaucoup de communautés, notamment ceux du Nord-est et de l'Ouest font face à des conflits liés aux points d'eau pour soit la consommation des personnes, soit l'abreuvement des troupeaux. Des tensions naissent parfois au sein des communautés autour d'un point d'eau et se dégénèrent en violences meurtrières. Même dans certaines régions au Sud, le besoin en eau constitue un problème majeur dans beaucoup de régions. Deux communautés ou villages se disputent la propriété d'une cour d'eau et cela finit par des attaques violentes. Il faut noter aussi que l'eau dans certaines régions est une denrée rare à cause de l'aridité du sol et de l'insuffisance des forages. Certaines populations autochtones empêchent l'accès aux rares points d'eau qu'ils ont, aux réfugiés et ceci crée aussi des conflits autour des camps. C'est le cas dans le Wadi Fira et le Sila.

Les causes des conflits liés aux forêts : la destruction des forêts pour augmenter les espaces de cultures et la recherche du bois de chauffe à la suite de l'augmentation de la démographie est aussi source des conflits dans les zones qui accueillent plusieurs réfugiés. Le bois de chauffe comme source d'énergie combustible est rare dans la plupart des régions qui ont accueillies des réfugiés et des personnes déplacées. Dans certaines régions de l'Est qui subissent une forte pression environnementale avec une dégradation des terres et une avancée du désert, les autochtones et les réfugiés font face à des défis énormes pour disposer de bois de chauffe pour la cuisson des aliments.

Les causes des conflits liés aux ressources halieutiques : les populations autochtones et les personnes en situation de déplacement forcé se disputent l'accès aux ressources halieutiques qui sont souvent insuffisantes pour tous à cause de l'effet du climat sur les cours d'eau et le rendement halieutique. L'utilisation aussi des produits toxiques par certains acteurs et industriels a un impact sur les ressources halieutiques et occasionnent la rareté de poisson dans certaines cours d'eau.

Le lac Tchad dans sa globalité est bordé de villages des populations qui pratiquent en exclusivité la pêche, ils ont été rejoints dans cette activité par des groupes allochtones en provenance du Nigeria, du Tchad, du Ghana, du Mali et du Burkina Fasso. Ces nouveaux venus sont des pêcheurs professionnels, et détenteurs d'outils et de techniques performants de pêche dont les produits sont non seulement vendus sur les marchés locaux, mais aussi exportés au Nigeria et au Tchad voisin. Aujourd'hui la pression démographique exercée sur les ressources halieutiques fait qu'il, existe une altération latente des relations entre autochtones et allogènes sur les lacs pour l'accès à ces ressources halieutiques dans un contexte de dégradation avancée du milieu, de forte pression démographique et de conflit d'utilisation.

3.1.3. LES CONFLITS AUTOUR DES SITES MINIERS

L'exploitation des mines dans le Borkou Ennedi, Tibesti, est source de plusieurs conflits qui touchent la plupart des autres régions du Tchad. Les jeunes issues de plusieurs localités migrent vers la zone d'exploitation de l'or en espérant y faire fortune. Mais sur le terrain, les réalités sont différentes. Car, des groupes constitués utilisent les services de ses jeunes pour extraire l'or sans une contrepartie. Ces jeunes sont parfois revendus comme esclave à la frontière avec la Lybie ou certains y succombent sous les coups et blessures. Autour des Mines, il se crée aussi des raisons des banditismes. Selon les organisations des droits humains. Les attaques à main armée sur le chemin de retour sont courantes et occasionnent des morts d'hommes par centaines.

Aussi, les conflits autour des mines occasionnent un comportement défiant qui entrave les droits humains et engendre des conflits intercommunautaires.

3.1.4. Les conflits liés aux pouvoirs locaux

Les conflits liés aux chefferies traditionnelles : Au-delà des conflits externes, de plus en plus de communautés font face à des conflits de leadership autour des chefferies traditionnelles. Beaucoup de canton sont aujourd'hui fragilisés par des divisions internes. La lignée traditionnelle des chefferies fait face à une concurrence issue de l'élite ou du leadership régional ou national. Les nouvelles chefferies se créent et obtiennent parfois l'appui des hommes politiques issues de la région. Ces divisions créent souvent des violences avec mort d'homme et des tensions qui demeurent constantes en attendant des facteurs de déclenchement. En effet, les chefferies traditionnelles sont structurées et respectent une certaine norme depuis plusieurs décennies. Avec l'implication des politiques, ces normes sont parfois bousculées pour des intérêts des particuliers sans respect de la tradition ni de la volonté des populations autochtones. Ce qui crée des tensions sociales au sein des familles et des communautés et provoquent parfois des affrontements. C'est le cas des canton Bekouroun et Bengoro dans le Mandoul ou l'on peut trouver 2 chefs dans un même village avec des tensions latentes au sein de leur administrés respectifs.

Ces conflits de retrouvent aussi dans le Nord-Est notamment dans les régions qui font face aux mouvements des autres communautés à la recherche des ressources. Les communautés venues des autres régions refusent parfois de se mettre sous l'autorité traditionnelle en place et ceci crée des frictions qui entachent le vivre ensemble des populations. Nous pouvons illustrer par la région du Sila, du Lac et du Wadi-Fira qui fait actuellement face à ce conflit susceptible de se dégénérer.

3.1.5. Les conflits liés à la cohabitation des communautés

a - Les conflits entre les communautés locales et celles des provinces voisines :

Le Tchad dispose d'une diversité culturelle et traditionnelle avec environ 200 ethnies et dialectes différents. Pendant longtemps, les politiques ont utilisé certaines considérations pour creuser des faussées entre les peuples. Le pays connaît souvent des tensions intercommunautaires liées principalement à l'accès à la gestion des ressources naturelles et consécutives aux difficultés de cohabitation entre deux ou plusieurs communautés qui ont du mal à coexister.

Selon le document d'Aperçu des Besoins Humanitaires 2023, 528 personnes sont décédées et 600 personnes blessées au cours des conflits intercommunautaires survenus entre janvier et novembre 2022 contre 400 personnes décédées et 324 personnes blessées au cours de la même période de 20217. Cette situation est occasionnée par des conflits entre agriculteurs et éleveurs (53%), des conflits interethniques (23%), des conflits fonciers (14%) et les conflits liés aux successions des chefferies (3%). La partie du sud du pays enregistre 56% des conflits intercommunautaires, avec une forte proportion (90%) pour la gestion des ressources naturelles (conflits agriculteurs – éleveurs). Au nord du pays, les conflits survenues au tour des zones aurifères les 23 et 24 mai dans la province de Borkou ont causé une centaine des morts et le déplacement de plusieurs personnes dont 3 800 orpailleurs.

Les conflits intercommunautaires découlent souvent de la destruction des moyens de subsistance d'une partie par une autre, le refus de trouver des solutions communes, l'impunité, l'accaparement des terres, les divisions politiques, l'implication des autorités administratives et militaires dans les conflits, la destruction des champs des paysans par les bœufs des éleveurs armés. Les tensions agropastorales observées présentent une dimension inter-ethnique et découlent principalement de la raréfaction des ressources.

Le Banditisme : En 2023, les régions Sud, de l'Est, du Centre et du Nord ainsi que de l'Ouest du Tchad ont subi des attaques à main armée des individus non identifiés. Selon les avis des leaders communautaires rencontrés dans la plupart des régions, il se pose un problème de sécurisation des frontières entre les Tchad et les pays voisins. Les groupes constitués et armés circulent dans les provinces sans s'inquiéter et parfois, ils attaquent dans les villages non loin des forces de défense et de sécurité. Ce qui pose aussi le problème de capacités réactives des forces de l'ordre et celles de défense et de sécurité pour assurer la sécurité des populations en dehors des grandes villes. Beaucoup des régions frontalières avec la RCA, le Cameroun, la Lybie et le Soudan subissent des attaques sporadiques de ces bandits armés et les populations n'ont pas un rapport de force nécessaire pour les contrer. Le Banditisme occasionne aussi les **braquages à main armée** : Du Nord au Sud du Tchad, autour des frontières avec les pays voisins, les communautés font face à des attaques par des individus non identifiés et armés. Ceux-ci attaquent des villages, incendient des maisons et assassinent des personnes laissant derrière eux des communautés endeuillées. Selon

les témoignages des différents acteurs, la pollution des frontières pas des groupes constitués et lourdement armés est un problème majeur pour la stabilité des Tchadiens.

Le port des armes légères et de petit calibre : Certaines communautés inculquent le port d'armes dans l'éducation des jeunes garçons dès le bas âge pour des convenances traditionnelles. Ainsi, la possession d'armes semble faire partie de la norme dans certaines communautés du Tchad. Selon un rapport de l'Institut d'études de sécurité, "le sentiment d'insécurité [des Tchadiens] a atteint un niveau tel que, comme le montrent les recherches, le pays connaît une telle "saturation d'armes" qu'il est devenu presque habituel pour chaque citoyen de posséder au moins une arme et qu'il est abominable de ne pas en avoir". Selon la même étude, le ratio moyen d'armes légères par citoyen tchadien est de huit par personne, ce qui fait des Tchadiens l'une des populations les plus armées d'Afrique centrale. La possession d'armes est donc liée au sentiment d'insécurité. Celui-ci est encore plus aigu dans les zones où la présence des forces de défense et de sécurité est limitée. Par ailleurs, le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, qui a suivi l'effondrement du régime de Kadhafi en Libye, continue d'exacerber ou d'être à l'origine de conflits entre communautés. La crise dans les Pays du sahel ne rend pas la tâche facile. Les différentes frontières restent difficiles à contrôler et les trafics illicites se font de part et d'autre.

Attaques des groupes armés : Dans le Lac Tchad, les attaques et les incursions des groupes armés, a entraîné les déplacements de populations affectant environ 54 000 personnes entre juillet et septembre 2023. En mai, la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM avait enregistré 215 928 déplacés internes identifiés. De même, 56 incidents sécuritaires majeurs, dont 40 attaques et 16 cas de criminalité ont été enregistrés par les Cluster Protection entre juillet et septembre 2023. Ces personnes ont souvent accès à des tenues militaires et aux armes. Ils traversent parfois des régions sans être intercepté et les populations interpellent les autorités militaires dans les régions à prendre leur responsabilité vis-à-vis de ces groupes. Mais c'est souvent sans gain de cause car certaines autorités militaires ne prennent pas en considération les points de vue de la population face aux menaces de ces groupes. Des avis des leaders communautaires, les attaques sont organisées et parfois les alertes sont données malheureusement les autorités n'ont toujours pas pu identifier les auteurs. Les populations estiment que la présence des autorités militaires dans les régions devrait permettre de les protéger de ces attaques, mais ils se rendent compte que malgré la forte présence des forces de défenses et de sécurité, les attaques sporadiques des villages ont eu lieu. Ce qui contribue à nourrir des haines au sein de certaines communautés vis-à-vis d'autres dont sont issus les auteurs de ces massacres. Ce constat se fait dans les régions du Moyen chari, du Mandoul, du Logone oriental et occidental, dans la Kabbia, et les régions du Nord-Est frontalières avec le Soudan

b- La cohabitation entre les autochtones et les personnes en déplacement forcé

Une tension latente se dessine entre les populations autochtones et les personnes en déplacement forcé principalement autour de l'accès aux terres agricoles et à l'eau. Les autochtones expriment leur mécontentement envers les agences humanitaires qu'ils estiment discriminatoires, malgré leur vulnérabilité similaire à celle des réfugiés. De plus, l'arrivée massive de nouveaux réfugiés détériore les relations entre anciens réfugiés et population autochtone. Malgré ces tensions, des actes de solidarité entre communautés persistent, mais la compétition pour les ressources demeure une préoccupation majeure. Cette situation se retrouve dans les localités aux frontières de la RCA, du Soudan et du Lac Tchad.

L'aide humanitaire : l'appui de la communauté humanitaire apporté aux personnes déplacées ne prend souvent pas en compte les besoins de la population locale qui est aussi impactée directement par les crises lorsqu'il y a des réfugiés et déplacés qui sont installés dans leurs régions. Les ressources naturelles ne sont plus suffisantes pour tout le monde, y compris les terres. Les populations hôtes estiment qu'elles partagent leurs parcelles et les autres ressources qui ne sont pas déjà suffisantes avec les réfugiés. Mais l'aide humanitaire n'est destinée qu'aux réfugiés et les populations locales se sentent donc marginalisées et ignorées au profit des réfugiés. Ils sont en train de manifester de façon parfois subtiles leur mécontentement qui pourraient se transformer en des conflits violents. Beaucoup commencent par refuser l'accès aux terres cultivables et à l'eau aux réfugiés.

La distribution du Cash comme source de conflits : Selon les avis des leaders communautaires et des personnes ressources rencontrées, les distributions de cash favorisent l'inflation des prix des denrées sur le marché et créent aussi des insuffisances au niveau de la répartition des ressources dans les communautés. Le refus aux populations hôtes d'accéder aux centres de santé et écoles mis en place seulement pour les réfugiés serait une injustice faite aux populations autochtones et ils réclament les mêmes droits que ceux des personnes réfugiées. Dans certaines régions, les populations hôtes sont donc mécontentes face à l'aide humanitaire et elles manifestent en refusant l'accès des terres ou de tout autre ressource aux réfugiés et personnes déplacées. De l'Est au Sud, les leaders traditionnels (Sultanat, chefs de cantons et chefs des villages) rencontrés ont clairement demandé aux organisations humanitaires et aux autorités nationales de revoir cette aide qui fragilise le pouvoir d'achat des populations locales. Ils réclament aussi un accès équitable aux services sociaux de base des communautés hôtes.

La traite des personnes : Nous avons rencontré plusieurs acteurs du Nord au Sud en passant par le Centre et l'Est qui sont revenus sur la traite des personnes. En effet, un groupe organisé mais non identifié jusqu'ici travaille en complicité avec des membres des communautés et avec parfois l'accord des parents, enlèvent les mineurs et parfois des adultes pour les travaux forcés dans la partie Nord-Est du Tchad. Les auteurs apparents de ces pratiques sont parfois couverts par des décharges signées en présence des autorités administratives (gendarmerie en général) qui font office de document légaux pour la possession de ces personnes et leur déportation pour des travaux forcés. Même si c'est consenti pour certains adultes, en ce qui concerne les mineurs, ces sont souvent des enlèvement et déportation de ces enfants vers des régions qu'ils ne connaissent pas. Nous avons rencontré quelques rescapés qui ne se rappellent plus ni leur parent, ni leur village d'origine. Les Association des Droits Humains rencontrés à Abéché affirment que la traite des personnes pour les travaux de bouviers et de domestiques se poursuit avec une ampleur sans pareil dans les zones minières ou ses personnes sont exploitées et revendues dans les Pays voisins.

Selon L'APLFT à Abéché, des jeunes Tchadiens sont conduits, avec leur consentement, vers l'extrême-Nord du pays et au Sud de la Libye pour travailler dans des mines d'or. Le Tchad, l'un des pays les plus pauvres du monde, attire ces jeunes avec des promesses de gains faciles. Cependant, la réalité est bien différente. Mais sur les sites d'orpaillage ces jeunes sont surexploités, soumis à des traitements dégradants qui s'apparentent à de l'esclavage moderne. Ils travaillent dans des conditions terribles, sans soins médicaux, ni hygiène.

3.1.6. Les conflits intergénérationnels

Au niveau familial, les relations entre les générations sont devenues très tendues, les parents étant dans l'incapacité de s'occuper de leurs enfants, et les générations plus âgées ayant tendance à considérer les jeunes comme problématiques. Quelques jeunes personnes interviewées ont déclaré se sentir abandonnées à cause de la corruption, de la négligence et de l'inaction des générations plus âgées, qu'elles considèrent responsables de la situation actuelle marquée par le conflit et la crise. Beaucoup de jeunes gens ne peuvent pas se marier, car les hommes ne peuvent pas payer la dot et les familles des femmes ne peuvent fournir de cadeaux de mariage.

Beaucoup de femmes et de jeunes filles dont les époux ont été tués, emprisonnés ou disparus, sont forcées de trouver des solutions de survie pour leurs proches dépendants et elles-mêmes. Même lorsque les maris sont présents, de nombreux mariages sont rompus. De nombreuses allégations de violence contre les femmes ont été signalées, notamment de violence domestique et de prostitution forcée, car celles-ci doivent lutter pour obtenir de la nourriture ou de l'argent.

Cela met en lumière les conditions différentes entre hommes et femmes, les hommes ayant plus facilement la possibilité de partir pour rechercher du travail. Les femmes, au contraire, trouvent qu'il est plus difficile pour elles de s'adapter ou de se déplacer à cause des normes sociales qui les retiennent à leur foyer et aux enfants. Les conflits intergénérationnels se justifient aussi par le fait que les adultes ne leur font pas confiance et ne veulent pas non plus les admettre dans les instances professionnelles ou favoriser leur insertion au niveau des instances locales et nationales de décision.

Les conflits ont une incidence diversifiée sur les différentes couches de personnes au Tchad. Les adultes hommes, sont les plus souvent les acteurs et auteurs, car ils sont directement impliqués. Les communautés du Tchad sont fortement patriarcales alors les femmes sont toujours en retrait quand il s'agit de régler des différends ou de réagir face à une situation. Sauf dans le Kanem et le Lac-Tchad où les femmes jouent un rôle de cheffes de famille à l'absence des hommes qui sont souvent partis à la recherche de la fortune dans les grandes villes. C'est ainsi que les femmes sont parfois impliquées directement dans les conflits, y compris l'extrémisme violent.

3.2. CAUSES STRUCTURELLES DES CONFLITS

L'ensemble du pays est confronté à des défis historiques en matière de consolidation de la paix, principalement liés aux causes structurelles et immédiates et aux déclencheurs potentiels de conflits qui en découlent. Le système tchadien est un système de parti dominant avec une opposition dure désorganisée et un espace politique étroit pour un dialogue constructif entre les membres de la classe politique. L'absence ou la faiblesse de ce dialogue politique au sein de la classe politique ainsi qu'entre le gouvernement et les citoyens est en partie due à la faiblesse des capacités politiques et des organisations de la société civile à promouvoir la participation civique et à construire un consensus national.

3.2.1. La gouvernance et d'accès à la justice :

Certains dirigeants de la société civile et de l'opposition ont critiqué le gouvernement pour son manque de transparence, la faiblesse de l'Etat de droit et pour avoir laissé la corruption se

poursuivre, et ces critiques trouvent un certain écho dans la population en général. Certains fonctionnaires eux-mêmes ont ouvertement dénoncé la corruption endémique et la difficulté d'accès au système judiciaire. Transparency International classe le Tchad parmi les pays les plus corrompus, 159 sur 176. En outre, l'économie pétrolière des quinze dernières années a fait naître chez les citoyens l'espoir d'une richesse croissante et distribuée, mais les recettes ont chuté précipitamment et le manque de transparence et d'État de droit a frustré les attentes. Ces problèmes de gouvernance exacerbent le mécontentement de la population dans un contexte de crise économique.

3.2.2. Le manque de transparence :

Le problème de la transparence, combiné aux défis de la communication et aux exemples publics d'impunité, alimente la méfiance et la suspicion des citoyens. Le gouvernement a du mal à convaincre une partie de la population socialement active qu'il protège les intérêts du peuple. Par exemple, une partie de la population rejette, par le biais de la mobilisation sociale, l'idée que la baisse des prix du pétrole et la crise financière générale dans la région de la CEMAC expliquent la difficulté de l'État à payer les arriérés de salaires. De même, certains dirigeants de la société civile affirment qu'il y a peu d'espace pour un dialogue entre l'État et la société sur des questions importantes.

3.2.3. La corruption :

La corruption est l'une des causes des plusieurs conflits non résolus. Selon les données mondiales, de Transparency International, l'indice de perception de la corruption dans le secteur public était de 81 points en 2022 au Tchad. Le Tchad occupe la 164^e place sur 180 pays. Dans la plupart des régions, les communautés et les leaders traditionnelles s'indignent contre le secteur judiciaire qui sert à leur avis les intérêts du plus fort au lieu de dire le droit. Les populations ne veulent plus avoir affaire à la justice parce qu'ils n'obtiennent pas gain de cause. Certains se disent même victime des injustices et sont obligés de verser une certaine somme d'argent aux autorités judiciaires pour avoir la paix. Les contentieux sont parfois traités localement avec des fortes amendes.

3.2.4. L'impunité dans la gestion des conflits :

Dans la plupart des régions, les personnes rencontrées, y compris les leaders traditionnelles et les autorités locales déplorent l'inefficacité de la justice face aux différents conflits qui sévissent au sein des communautés. Certains procureurs reçoivent des directives des hommes politiques depuis la capitale qui leur disent comment régler les différends. Certains leaders traditionnels affirment être menacés par certaines autorités administratives et judiciaires alors qu'ils cherchaient des solutions pour résoudre les conflits au sein de leur communauté.

3.3. Les acteurs/ auteurs des conflits

Les personnes impliquées dans les conflits les plus récurrents sont les éleveurs nomades et les cultivateurs autochtones sédentaires du côté du Sud. Et à l'Est, ce sont les éleveurs autochtones et

les agriculteurs réfugiés. Ces acteurs sont les belligérants des conflits agro-pastoraux. Il y a des éleveurs nomades et des éleveurs sédentaires dans la partie Sud de plus en plus qui sont impliqués dans les conflits. Et du côté de l'Est et de l'Ouest, les agriculteurs réfugiés et les éleveurs autochtones sont les groupes qui alimentent les conflits agro-pastoraux. Mais au-delà de ce groupe, il y a plusieurs autres communautés qui sont impliquées dans les conflits intercommunautaires et certains groupes constitués sont issus de plusieurs ethnies qu'il est difficile de leur attribuer une appartenance quelconque.

Pour les questions liées aux criminalités, le Rapport du forum sur les Droits de l'Homme a fait mention de certains acteurs impliqués dans la traite des personnes et il est souvent ressorti le fait que les officiers supérieurs de l'armée sont souvent impliqués. Mais jusqu'ici, il est difficile de démanteler le réseau qui est mis en place pour développer le commerce des personnes à des buts d'exploitation dans les mines d'or, de travaux domestiques et du travail de bouviers. Lorsque quelques personnes sont appréhendées, des personnes influentes interviennent pour les libérer laissant ainsi libre court à l'impunité et favorisant des conflits. Nous avons aussi les groupes transfrontaliers qui sont des bandes organisées autour de l'exploitation de l'or et d'autres trafics illicites autour des frontières du Nord vers le Sud, en passant par le Centre, l'Est et l'Ouest. Certains interviennent autour des mines, d'autres sont dans les grottes et attaquent à main armée ceux qui reviennent des mines pour les dépouiller de l'or qu'ils ont.

LES MECANISMES DE PREVENTION ET DE GESTION DE CONFLITS AU TCHAD

Pour prévenir les conflits inter/intracommunautaires, il convient d'encourager l'usage des mécanismes portés vers des solutions à long terme qui répondent aux besoins de tous les groupes socio-économiques et de la population en général, en termes de disponibilité et d'accès aux ressources naturelles. D'autre part, il faudra privilégier des actions de stabilisation et de consolidation de la paix qui prennent en compte la problématique de la transhumance, les mécanismes communautaires de résolution des conflits et la protection de la population.

Dans la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs, on constate que les autorités administratives et militaires au niveau local se sont parfois substituées aux autorités coutumières traditionnellement en charge de la gestion des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Ces autorités coutumières et religieuses avaient acquis une légitimité dans cette fonction et ont pu depuis des siècles maintenir la cohésion sociale entre les différentes couches de leurs populations. Cette superposition entre droit positif et droit coutumier et cette pluralité des instances d'arbitrage et des mécanismes de règlement des conflits sont souvent peu claires ou incomprises par les communautés. Cependant, étant donné les échecs constatés de ces processus et parfois le peu de transparence des tractations entre les agents de l'Etat et les deux parties concernées, des commissions paritaires ont été mises en place (cadres de concertation). Elles réunissent des représentants des éleveurs, des représentants des agriculteurs et généralement des religieux. L'objectif de ces commissions paritaires est de trouver un arrangement amiable au conflit.

Les stratégies de gestion des conflits, qui fonctionnaient avant au niveau personnel ou nécessitaient l'implication de leaders communautaires, ne marchent plus maintenant, selon de nombreuses personnes interviewées. L'effondrement des systèmes de gouvernance communautaire a contribué à ce résultat, de nombreux leaders communautaires étant perçus comme politisés et prenant partie de l'un ou l'autre acteur de ces conflits rend difficile la gestion de certains conflits. Dans certaines régions, nous assistons à des interpellations par la population de certains leaders ayant encouragé d'une partie face à un conflit lié aux ressources naturelles.

Les opinions varient concernant l'efficacité de la coordination de la gestion des conflits entre les mécanismes traditionnels et les autorités administratives. Bien qu'ils soient considérés légitimes, ces mécanismes ont tendance à exclure la participation des femmes et des jeunes, ce qui suscite méfiance et critique, notamment dans la plupart des localités visitées. Les habitants préfèrent les mécanismes traditionnels de gestion de conflit plutôt que de faire appel aux autorités et institutions perçues comme partiales. L'accès aux mécanismes judiciaires demeure difficile, notamment pour les groupes marginalisés et les communautés éloignées des zones péri-urbaines et urbaines.

Il faut aussi noter que l'éducation joue un rôle crucial dans ce contexte. Elle est identifiée comme un outil puissant pour lutter contre la discrimination, promouvoir la solidarité et renforcer les compétences des individus dans la gestion pacifique des conflits. En sensibilisant les jeunes et en les formant à la médiation, nous pouvons espérer une meilleure prévention et résolution des conflits au Tchad.

Si des mécanismes de gestion des conflits de partage des ressources naturelles et de la transhumance ont traditionnellement toujours existé au sein des communautés agro-pastorales, leur légitimité ou leur compétence se sont remises en cause par ces bouleversements structurels. Malgré la présence des forces de défense et de sécurité, les conflits agriculteurs et éleveurs semblent du jour au lendemain aller de mal en pire. Tout ceci a rendu les processus traditionnels de règlement des conflits moins efficaces, contribuant ainsi à la rupture des liens sociaux et la perte de confiance. L'affaiblissement du rôle important que jouaient les autorités traditionnelles locales dans l'atténuation des conflits liés à la concurrence pour l'accès aux ressources rares a contribué à ce que les tensions s'enveniment. En effet, la plupart des conflits réglés au niveau des autorités civiles et militaires sont des conflits qui sont réglés partiellement. En effet, le plus souvent, ces règlements aboutissent à des jugements qui frustrent les victimes (agriculteurs et éleveurs) qui repartent avec un esprit de vengeance. Des ressentiments se créent entre les deux groupes sociaux, qui se manifestent par le non-respect d'autrui, le non-respect des biens d'autrui et le non-respect des us et coutumes qui concourent au maintien du cycle du conflit. Une autre difficulté identifiée est le fait que l'absence de trace écrite de la résolution du conflit laisse la place à la remise en cause ou au non-respect des résolutions. Toutefois, l'oralité ne saurait justifier la situation dans la mesure où la culture traditionnelle est basée sur l'oralité. Les difficultés proviennent souvent d'un mauvais règlement du différend ou de la mauvaise foi des protagonistes.

Dans l'est et le sud, plusieurs autorités locales dans plusieurs départements se sont engagées dans des campagnes d'appels à la tolérance, à la cohésion sociale et à la paix. Les comités des gestions de crises sont formés partout et prennent le temps de discuter avec les parties en conflits afin de proposer des solutions durables.

4.1. Mécanismes Traditionnels de Gestion de conflits

Les communautés locales jouent un rôle essentiel dans la gestion des conflits au Tchad. Leur implication est cruciale pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et la résolution des tensions. Les communautés locales sont des acteurs clés dans la construction d'une société plus pacifique et résiliente au Tchad. Ces modes incluent des dispositifs ancestraux qui ont prouvé localement leur efficacité. Cependant, ils peinent à transformer positivement les conflits de manière durable. La remise en cause des alliances traditionnelles est un aspect important de ces mécanismes.

Cadres de concertation et de dialogue : Les communautés locales sont directement touchées par les conflits liés à l'accès à l'eau, à la terre et aux pâturages. Elles participent à la gestion des ressources en élaborant des règles d'utilisation et en surveillant leur application. La concertation entre agriculteurs et éleveurs est essentielle pour éviter les tensions. Les communautés elles-mêmes ont mis en place des cadres pour prévenir et résoudre les conflits d'usage, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Par exemple, un pacte social a été signé pour la gestion conjointe d'un point d'eau pastoral, réduisant ainsi les conflits sur son utilisation.

Comité des sages : Des mécanismes existent pour adapter l'accès aux ressources agro-pastorales pour les pasteurs tchadiens. Ils visent à prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources pastorales. Il existe pour ce faire, des couloirs de transhumances et des calendriers de transhumance établis dans certaines localités du Sud à L'est afin de prévenir les conflits. Les communautés locales ont leurs propres systèmes de médiation et de justice informelle. Les anciens, les chefs de village et les leaders religieux jouent un rôle central dans ces mécanismes. Ils facilitent le dialogue entre les parties en conflit, cherchent des solutions et encouragent la réconciliation.

Les comités Mixtes de prévention et gestion : Plusieurs comités mixtes sont mis en place en place et sont constitués des représentants des parties prenantes aux conflits et des leaders communautaires afin d'aider les communautés à prévenir la plupart des conflits et maintenir la stabilité au sein des communautés et dans les camps de réfugiés. Aussi, la gestion des conflits au Tchad nécessite une approche holistique, combinant des cadres juridiques, des mécanismes de dialogue et des initiatives de consolidation de la paix pour promouvoir la stabilité et la cohésion sociale.

3.4. Modes juridictionnels de gestion des conflits :

Au Tchad, la gestion des conflits repose sur divers cadres juridiques et mécanismes. Voici un aperçu de ces approches sur le plan institutionnel. Ils s'appuient sur des cadres légaux et des

institutions formelles pour résoudre les différends. Cependant, leur efficacité peut être limitée en raison de divers facteurs. Aussi, les procédures judiciaires sont en fait très longues et exigent d'importantes dépenses. Le PNUD, dans son rapport annuel 2022 a fait l'Etat des lieux de son appui pour l'amélioration des pratiques des Autorités locales et provinciales en matière de gestion des conflits afin de garantir une protection équitable des droits. Des mécanismes d'aide juridique et d'assistance juridiction sont donc rendus fonctionnel à travers les financements multiformes. Nous avons aussi recueilli les avis selon lesquels le verdict est prononcé en faveur de la partie la plus forte, rappelant l'adage selon lequel 'la raison du plus fort est toujours la meilleure. Alors que la partie perdante quitte le tribunal avec amertume, celle qui a gagné, elle, saute de joie et crie victoire. Peut-on qualifier cela de règlement juste ? C'est un verdict prononcé par un juge dans le respect total de la loi constitutionnelle, mais ce n'est pas à l'amiable dès lors qu'une partie se sent lésée, tant qu'elle estime que le verdict lui a été injustement imposé. Elle part en ayant à l'esprit que le juge est injuste, qu'il a pris parti ou qu'il est corrompu. Outre la partie adverse avec qui elle est en conflit, naît dans sa tête un autre ennemi en la personne du juge.

La Médiature nationale : C'est un mécanisme, un mode alternatif de règlement/résolution de conflit qui s'implique dans un conflit à condition que les parties concernées le sollicitent. Elle permet aux parties de s'engager librement, sans aucune contrainte, ni influence mais de bonne foi, dans un processus de recherche d'une solution à l'amiable, négociée et acceptée, grâce au concours d'une tierce personne appelée le Médiateur. La médiation est fonctionnelle au Tchad et traite des questions liées à la réconciliation nationale dans tous ses aspects

Dialogues nationaux : Les représentants des communautés locales participent aux discussions nationales sur la paix et la sécurité. Leurs voix sont essentielles pour informer les politiques et les stratégies de prévention des conflits.

Le système judiciaire : Ce dispositif permet de confier à un juge, qui n'est pas celui saisi du litige, la mission d'amener les parties à trouver une solution au conflit qui les oppose dans un cadre confidentiel. Selon les cas, une audience publique peut-être ouverte afin de confronter les parties et proposer une résolution durable. Certains procureurs de la République rencontrés ont affirmé que plus de 80% des dossiers relèvent des questions d'accès aux ressources naturelles suivies des violences intercommunautaires et des violences basées sur le genre.

3.5. Autres mécanismes de prévention de conflits :

Des comités de prévention et de médiation ont été mis en place par des associations, des ONG et l'Etat. Ces initiatives visent à renforcer la confiance et à améliorer la légitimité des processus de médiation.

Sensibilisation et éducation : Les communautés locales sont appuyées par les organisations pour mener des campagnes de sensibilisation sur la prévention des conflits. Elles éduquent leurs membres sur leurs droits, les lois et les mécanismes de résolution pacifique des différends.

Des Initiative de développement communautaire pour la gestion des conflits : Les initiatives de développement local impliquent les communautés dans la construction d'infrastructures, l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Ces projets renforcent la cohésion sociale et réduisent les facteurs de conflit.

4. Les acteurs intervenant dans la résolution des conflits

Les **acteurs impliqués dans la résolution des conflits** au Tchad sont variés et jouent des rôles essentiels pour promouvoir la paix et la stabilité. Ils ont des profils aussi diversifiés que riches avec différents mécanismes allant de la prévention à la résolution des conflits, en passant par des actions de développement pour la consolidation de la paix

Le gouvernement tchadien : En tant qu'acteur central, le gouvernement est responsable de la mise en œuvre des politiques de sécurité, de la médiation et de la prévention des conflits. Il collabore également avec d'autres parties prenantes pour élaborer des stratégies de résolution des conflits.

Le système des Nations Unies : Partenaire de choix du gouvernement, les agences des Nations Unies mettent en œuvre plusieurs projets de consolidation de la Paix à travers les Fonds du Secrétariat général pour la consolidation de la paix ainsi que plusieurs autres programmes alignés sur le Nexus Humanitaire – développement.

Les organisations internationales et régionales : Des organisations telles que les Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) jouent un rôle crucial. Elles fournissent un soutien technique, financier et logistique pour la médiation, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Les organisations non gouvernementales (ONG) : Les ONG locales et internationales travaillent sur le terrain pour promouvoir la paix, fournir une assistance humanitaire et sensibiliser aux causes profondes des conflits. Elles sont souvent impliquées dans des projets de développement communautaire et de renforcement de la résilience.

Les chefs religieux et traditionnels : Ils exercent une influence significative sur les communautés locales. Leurs efforts de médiation et de dialogue intercommunautaire peuvent contribuer à apaiser les tensions et à résoudre les conflits.

La société civile : Les groupes de la société civile, tels que les associations de jeunes, les femmes et les défenseurs des droits de l'homme, jouent un rôle actif dans la promotion de la paix. Ils organisent des ateliers, des forums et des campagnes de sensibilisation pour encourager le dialogue et la compréhension mutuelle.

Les médias : Les médias locaux et internationaux ont la capacité d'informer et d'éduquer le public sur les enjeux liés aux conflits. Ils peuvent également servir de plateforme pour la diffusion de messages de paix et de réconciliation.

Les chefs de communauté et les anciens : Ils sont respectés au sein de leurs communautés et peuvent jouer un rôle de médiateur dans la résolution des conflits locaux.

5. Liste non exhaustive des acteurs de consolidation de la paix au Tchad

Au Tchad, plusieurs acteurs interviennent dans la prévention et la gestion des conflits au sein des communautés. Il s'agit des organisations locales et communautaires en passant par des associations et Organisations non-gouvernementales ONGs nationales ainsi que des organisations à vocation religieuse.

Organisation	Domaine d'intervention	Localisation géographique
Action de partenaires pour l'Appui au Développement (APAD)	Prevention des conflits, DDR, femmes paix et sécurité, protection de l'environnement	Couverture nationale
Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture section du Tchad (ACAT/Tchad)	Domaine d'intervention : Culture, média et plaidoyer, lutte pour les droits humains.	Couverture nationale
Association des femmes d'Iriba pour la Paix et le Développement AFIPAD	Développement et épanouissement des femmes et des jeunes filles	Wadi fira
Action intégrée pour le développement AID/presse	Actions de développement – priorité éducation- enfance et santé	Présente dans le wadi fira
Agence de développement Economique et Social (ADES)	Développement, urgence, réhabilitation, prévention des conflits et culture de la paix	Couverture nationale

Association pour la protection de libertés fondamentales au Tchad, (APLFT)	Lutte pour les libertés fondamentales	Couverture nationale
Association pour la Réinsertion des enfants et la Défense de l'Homme, ARED	Lutte la traite des enfants et la défense des droits humains	Mandoul, Moyen Chari, Ouaddai
Association Humaniste d'Entraide et d'Action Sociale (AHEAS)	Prevention des conflits, éducation à la paix, accès à la justice transitionnelle et réconciliation, consolidation de la paix	Couverture des régions touchées par les crises humanitaires
Association des jeunes volontaires	Prevention des conflits et lutte pour le développement des initiatives des jeunes	Ouaddai, Sila, Wadi-Fira, Guera
Association des Autorités Coutumières et Traditionnelles du TCHAD ACTT	Appui à la justice transitionnelle, la dialogue et la médiation	Couverture nationale
Association Tchadienne pour la Non-Violence ATNV	Prévention des violences communautaires	Couverture nationale
Association Tchadienne pour la Promotion et la défense des Droits de l'Homme (ATPDH)	Promotion et défense des droits humains. Appui à l'accès à la justice des vulnérables	Couverture nationale
Association des femmes Juristes du Tchad	Accès aux femmes à la justice et prévention des conflits communautaires	Couverture nationale
Association pour la promotion des Initiatives locales, APIL	Projet de développement, lutte pour la promotion des droits humains	Basée à N'Djamena avec couverture dans le BET

Cellule de Liaison et d'information des Associations Féminines (CELIAF)	Participation des femmes aux instances publiques, lutte pour la prise en compte du genre	Couverture nationale
Caritas. UNAD	Services sociaux de base Gouvernance locale Urgences et actions humanitaires Renforcement des capacités	Couverture nationale
Commission Episcopal Justice et Paix Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP)	Contribuer à la construction d'un monde plus pacifique, en promouvant la dignité humaine et en créant une société plus juste et solidaire.	La CEJP coordonne les travaux des commissions locales dans les 8 diocèses du Tchad.
Comité International Pour l'Aide d'Urgence et le Développement (CIAUD)	Sensible aux questions d'AIDE D'URGENCE comme son sigle le dit, s'est mobilisé pour être au premier plan des actions de secours.	Sila, Wadi Fira
Centre de Recherche en Anthropologie et en Sciences Humaines CRASH	Laboratoire de recherche et de formation avec une vision pluridisciplinaire et orientée vers la promotion de la recherche pour contribuer au développement du Tchad.	Basé à N'Djamena avec une couverture nationale
Comité de suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation CSAPR	œuvre pour une paix durable et significative en encourageant le dialogue politique, en renforçant l'éducation à la paix et en travaillant pour restaurer la confiance et les relations communautaires	Couverture nationale

Comité Local de Dialogue et Réconciliation de Moundou (CLDR)	S'engage à promouvoir la réconciliation impartiale, à condamner toute action encourageant des comportements violents ou discriminatoires, et à respecter la justice, la vérité, la tolérance et la dignité humaine.	Logone Occidental
DeutscheGesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ	Promouvoir la transhumance pacifique, la sécurité alimentaire, la coexistence pacifique. L'amélioration des conditions de vie renforce la résilience et Soutien aux processus de réforme de la police	Au centre et N'Djamena
ESSOR	Renforcement la société civile dans l'identification et la recherche de solutions aux problèmes affectant la population	Couverture nationale avec des sous bureau dans les grandes villes
Fédération Luthérienne Mondiale, FLM	Programmes d'appui à l'éducation continue, de formation professionnelle, de génération de revenu, de développement d'infrastructures, de renforcement de capacité et d'appui aux secteurs agraires (agriculture, élevage...).	Zones touchées par les crises (Dar sila, Sido, Ouaddai)
Hebrew Immigrant Aid Society, HIAS	HIAS soutient directement la capacité des réfugiés et des personnes déplacées de force à accéder au territoire, au statut	Couverture nationale

	juridique et à d'autres droits fondamentaux	
INTERSOS	Réponses d'urgence multisectorielles et une assistance aux personnes vulnérables	Provinces du lac Tchad, de N'Djamena et de Chari Baguirmi
Jesuit Refugee service JRS	Organisation catholique internationale qui a pour mission d'accompagner, de servir et de plaider en faveur des réfugiés et autres personnes déplacées de force, afin qu'ils guérissent, s'instruisent et déterminent leur propre avenir.	Les Zones accueillant les réfugiés soudanais et centrafricains ainsi que le Lac Tchad
Ligue Tchadienne des Droits des femmes (LTDF)	Défense des droits humains	Couverture nationale
Ligue Tchadienne des Droits de l'homme LTDH	Organisation de défense des droits humains créée dans le but de défendre et de promouvoir les droits humains	Couverture nationale
Organisation Humanitaire pour le développement local, OHDM	Contribuer au développement économique et la promotion socioculturelle durable du Tchad.	Interviennent dans 11 provinces du Tchad : N'Djamena, Ouaddai, Sila, wadi Fira, Ennedi, Borkou, Batha, Le Lac, Le Mayo Kebbi Est et le logone oriental.
Public Interest Law Center (PILC)	S'attaquer aux causes fondamentales de violations des droits de l'Homme au Tchad en favorisant l'accès au système	Couverture nationale

	judiciaire mais aussi aux voies de recours non judiciaires, des personnes démunies, particulièrement aux femmes et aux enfants.	
Réseau des femmes journalistes et communicatrices pour le développement et la Recherche des Opérations de Paix (AFJCD-ROP)	Prevention des conflits et lutte pour le développement des jeunes femmes	Basée à Ndjamenas avec une couverture dans les régions principales du Tchad.
SEARCH FOR COMMON GROUND	Transformation de la façon dont les gens gèrent les conflits en construisant les sociétés saines, sûres et justes	Zones touchées par la crise au Tchad

6. Cartographie des financements de consolidation de la paix existants

Organisation	Domaine d'intervention	Montant du financement	Localisation d'intervention
ACRA :	Projet de cohabitation pacifique à travers le renforcement des OSC des jeunes locales avec l'objectif d'inclure les jeunes dans le dialogue intercommunautaire pour la promotion et la résolution des conflits	5.833.805 € 1.999.973 € 410.488 € 368.379 €	Logone Occidentale, Logone Orientale, Mandoul, Moyen Chari, N'djamena, Salamat
Instrument de l'UE contribuant à la stabilité et à la paix :	Renforcement du contrôle des frontières fluviales et lacustres afin de promouvoir la sécurité des résidents et l'activité socio-économique face aux activités criminelles et à la menace terroriste	5 millions d'euros pour l'aide humanitaire de l'UE au Tchad	Couverture nationale

	au Tchad, et renforcement des moyens de subsistance des communautés déplacées et d'accueil grâce à la création et à la réhabilitation d'actifs productifs.		
USAID/WA & OTI	Leur engagement vise à répondre aux besoins immédiats et à soutenir les populations vulnérables dans cette région en crise.	54,9 millions de Dollars	Provinces du Ouaddaï, du Sila et du Wadi Fira
Banque Mondiale :	<p>Appui à la lutte contre les facteurs à l'origine des fragilités, des conflits et des violences.</p> <p>La lutte contre les situations de fragilité, conflit et violence, constituent une priorité stratégique de la Banque mondiale en vue de la réalisation de son double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.</p>	140 millions de dollars	Provinces du nord (Borkou, Ennedi-Est, Ennedi-Ouest, Tibesti) et de l'est (Ouaddaï, Sila, Wadi Fira)
Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) :	<p>Prévenir l'extrémisme violent.</p> <p>Renforcer la gouvernance locale et la cohésion sociale.</p>	Le Tchad bénéficie du soutien du PBF, approuvé à hauteur de 37,75 millions de dollars depuis sa création. Le portefeuille actuel est de 24,5 millions de dollars .	Couverture nationale

	<p>Atténuer les conflits liés aux ressources naturelles et à la transhumance.</p> <p>Autonomisation des femmes et des jeunes.</p> <p>Transition pacifique et inclusive.</p>		
Union Européenne/FPI	Appui à la transition, transhumance, localisation, droits humains et justice, FDS, services de base, soutien aux communautés déplacées		
Coopération Suisse	<p>Transhumance, résolution 1325, suivi des recommandations du DNIS et transition, innovation, stabilisation</p> <p>Citoyenneté, paix et prévention de la violence</p>	100 millions de franc suisse	Couverture nationale
Coopération Allemande/GIZ/BMZ	Projet de Renforcement de la Résilience et de la Cohabitation Pacifique au Tchad (PRCPT) : Améliorer la résilience et les opportunités d'emploi des populations locales, des réfugiés et des retournés pour réduire les facteurs de déstabilisation transfrontalière.		Les provinces du Borkou , de l' Ennedi et du Tibesti et N'Djamena

Coopération Espagnole	Résolution 1325	Gouvernement	National
Coopération Française/AFD	Renforcer la résilience des populations et à promouvoir la cohésion sociale		Les provinces du Kanem et du Barh El Ghazal
Pays Bas	Stabilisation de la Province du Lac Tchad		Lac Tchad
UK FCO	Stabilisation lac, localisation (lac), adaptation aux changements climatiques et résilience (est), résolution 1325		Lac Tchad
USAID	Innovation pour la participation citoyenne, cohésion sociale, lutte contre l'extrémisme violent		Couverture nationale
Japon	Sauvegarder la sécurité humaine dans les zones affectées par l'extrémisme violent au Tchad.	1 139 158 dollars américains	Les Provinces du Hadjer Lamis et le Lac Tchad
Corée/KOICA	Cohésion sociale	5,7 millions de dollars	Provinces à haut risques humanitaires
African Regional Democracy Fund	Promouvoir une gouvernance responsable, transparente et réactives droits de		Couverture nationale

	l'homme et les libertés fondamentales Soutenir les processus démocratiques et promouvoir des normes démocratiques solides		
Sant'Egidio	Processus de paix		
Banque Africaine de Développement	Projet de stabilisation et de relèvement	30,4 million de dollars	l'Est du Tchad
Gouvernement du Canada - IFIs	Processus électoral renforcement de la cohésion sociale , la résilience et l'autonomisation des femmes et des filles	486 millions de dollars	Dans les provinces du Lac et du Kanem
OXFAM :	Consolidation de la paix et de Renforcement de Résilience Economique des Femmes et des Jeunes dans		Province du Lac Tchad

7. Les conflits selon les zones et leur intensité

Type de conflit	Géolocalisation	Intensité	Commentaires
Conflit agriculteur - éleveurs	Est Ouest, Centre, Sud : Toutes les régions disposant des terres cultivables et des pâturages font face à ce conflit	Ouverts/latents	Ils sont les plus récurrents dans les régions du Sud et de l'Est à l'approche de la période des récoltes et pendant la saison des pluies.

Commented [AV1]: Des cartes seraient super utiles - la Banque mondiale peut aider.

Commented [BE2R1]: Ce serait bien qu'on puisse collaborer pour élaborer une carte en effet

Conflits autour des ressources naturelles	Moyen Chari, Mandoul, Logone Oriental et occidental, Mayo kebyy, Tandjilé, N'Djamena, le Kanem Lac Tchad, Sila, Waddi Fira, Ouaddai, Ennedi, Borkou	Latents/ouverts	La rareté de certaines ressources crée des conflits ouverts dans les communautés, d'autres sont latent et exploitent au moindre facteur
Conflits autour des chefferies traditionnelles	Mandoul, Logone oriental, Dar-Sila, Waddi fira, Mayo kebyy Ouest	Latents/ouverts	Ces conflits sont latents mais dès qu'il y a un nouvel élément, les affrontements sont violents
Conflits intercommunautaires	Mayo Kebby, Ouaddai, Tandjilé, Mandoul, Moyen Chari, Sila, Waddi Fira, Kanem, Lac Tchad, et N'Djamena	Latents/ouverts	Ce sont des conflits qu'on retrouve dans toutes les provinces avec des causes et facteurs qui dépendent des contextes.
Conflits intergénérationnels	Toutes les régions sont confrontées à ce conflit	Latents/ouverts	Les crises sociales et la précarité occasionnent les réactions des jeunes sur des questions d'héritage qui ne se soldent pas des conflits ouverts.
Les conflits armés	Les zones du désert frontalières avec le Soudan, la Lybie et le lac Tchad	Latents/ouverts	Il existe des groupes armés dans le BET et aux frontières entre les pays voisins en crise.

8. QUELQUES RECOMMANDATIONS

La consolidation de la paix est un impératif si le Tchad veut maintenir sa stabilité et se développer après des décennies de guerre civile et les événements déstabilisants qui l'ont entouré. Le peuple tchadien a souffert et le tissu social est tendu selon des lignes de démarcation sectaires/confessionnelles, ethniques et tribales, politiques et géographiques.

Proposition	Chef de file	Action recommandée	Priorité (1-3)
Appui humanitaire aux réfugiés et aux communautés hôtes	Etat Tchadien et ses partenaires au développement	L'accès équitable aux ressources, à l'aide alimentaire à la justice, le retour de la sécurité, la réhabilitation/construction d'infrastructures de base (eau, santé, éducation) et permettre à tous les groupes de la population d'y accéder facilement et équitablement, ainsi qu'une gestion efficace des conflits, sont des leviers pour favoriser une coexistence harmonieuse.	1
Appui technique pour l'accès à la justice et au Droit	Autorités judiciaires/ OSCs	Mettre en place des projets d'accès à la justice pour tous et renforcer les capacités des acteurs judiciaires sur le terrain pour plus d'écoute et d'efficacité dans la gestion des conflits	1
Prise en compte du genre dans la programmation Mise en œuvre de la Résolution 1325	Etat/ Partenaires au développement	L'intégration d'une perspective de genre constitue donc un préalable nécessaire pour réussir à prévenir et à contrer les conflits de manière holistique et pour instaurer des mesures de lutte qui ne portent pas atteintes aux droits fondamentaux des femmes, des filles mais aussi des hommes et des garçons.	1
Renforcement des capacités de résilience des femmes en milieu rural		Concevoir et de mettre en œuvre les initiatives de consolidation de la paix en lien avec les femmes de façon à réaliser les objectifs de l'agenda « Femmes, paix et sécurité », qui visent à amplifier la voix, la participation et les responsabilités des femmes et à renforcer leur protection afin de mieux prévenir les conflits.	2

Restauration de l'autorité de l'Etat et la proactivité des forces de l'ordre		Il faut davantage de policiers, de gendarmes et de postes militaires dans les communautés frontalières. Dans le même temps, les civils et les forces de l'ordre doivent collaborer pour partager les informations et instaurer une confiance mutuelle. Les autorités doivent exploiter les approches communautaires existantes pour renforcer la vigilance et les capacités de suivi. Et les personnes accusées d'enlèvements doivent être arrêtées et poursuivies. Il est également essentiel de renforcer la résilience socioéconomique des communautés pour les aider à mieux résister aux attrait des groupes criminels.	1
Réforme de la justice		Mettre en place un système d'appui aux communautés autochtones dans les régions qui accueillent les réfugiés de sorte à fournir des services sociaux de bases à ces communautés et collaborer étroitement avec les institutions étatiques et paraétatiques en apportant un soutien technique et financier aux projets visant au développement d'un système efficace de gestion des terres et d'outils appropriés pour réduire les conflits fonciers. Par exemple, pour répondre au besoin de délimitation des couloirs de transhumance, des aires de pâturages et des terres arables, encourager les dispositifs de sensibilisation et de lutte contre la désinformation affectante	2
Mise en place d'une haute autorité de consolidation de la paix	Gouvernement	Une institution autonome pour la consolidation de la paix pourrait être un pont entre les différents acteurs et permettre une synergie d'actions de prévention et de gestion des conflits.	1
Projet de prévention des		Créer des couloirs des transhumances dans les zones touchées par les conflits agriculteurs-	1

conflits agro-pastoraux à travers les Couloir de transhumance		éleveurs en balisant correctement les couloirs et faire adopter un calendrier pour permettre aux éleveurs et agriculteurs de respecter les périodes de récoltes et de transhumance.	
Renforcement des capacités des organisations de la société civiles et des organisations communautaires	Acteurs de consolidation de la paix	Encourager le dialogue entre les groupes communautaires (éleveurs/agriculteurs ; réfugiés/population hôtes/ déplacés), et mettre en place un système efficace de gestion des conflits, en renforçant les capacités en matière d'analyse, de prévention, de médiation et de négociation. Plaider pour la participation des groupes marginalisés, des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec handicap à la gestion des affaires publiques et aux comités de gestion des conflits. Encourager les acteurs externes à développer et financer des activités génératrices de revenus impliquant divers les composantes de la communauté pour répondre durablement aux besoins fondamentaux et résister aux effets du changement climatique et des conflits.	1
Prevention des conflits intergénérationnels et emploi des jeunes	Etat/ partenaires au développement	Pour atténuer le problème du chômage des jeunes pouvant conduire au banditisme et à la radicalisation violente, adapter les politiques internes de recrutement et encourager l'emploi de la main-d'œuvre locale et la formation des jeunes dans les métiers disponibles	1

9. CONCLUSION

L'analyse des conflits dans les différentes régions du Tchad confirme le lien entre la coexistence pacifique et la disponibilité des moyens de subsistance ainsi que la montée démographique et les aléas du climat. La fragilité des moyens de subsistance nourrit les conflits intracommunautaires. Dans la quasi-totalité des régions enquêtées. Les mécanismes de gestion des conflits souffrent d'un

manque de coordination entre les autorités traditionnelles et les institutions administratives. Ceci a un impact sur la sécurité des populations, leur capacité à maintenir la cohésion sociale, leur confiance dans les institutions et leur perception de l'aide humanitaire. Bien que les opinions sur l'impact des interventions humanitaires soient mitigées, elles convergent toutefois vers un appel à une stratégie qui réponde équitablement et durablement aux besoins de développement local, en vue de renforcer la cohésion sociale.

Le quotidien des habitants est marqué par l'insécurité dans les villes et les frontières, les tueries, les conflits liés aux manipulations politiques, les conflits d'intérêt ainsi l'afflux des réfugiés dans les zones frontalières qui amplifié la crise humanitaire et les conflits agriculteurs-éleveurs. Cette insécurité crée parfois de violentes tensions intercommunautaires. Les restrictions dues à l'insécurité limitent les déplacements et les activités quotidiennes des habitants, particulièrement les jeunes et les femmes, entravant ainsi leur pouvoir d'agir.

Parallèlement à cela, le chômage pousse les jeunes vers l'urbanisation, les exposant ainsi à des risques accrus. Dans les provinces du Lac, du Kanem, du Sila, du Borkou et de la RCA etc., les problèmes transfrontaliers ont donné lieu à des mesures soutenant l'état d'urgence. Ces décisions, bien que compréhensibles pour des raisons de sécurité, ont gravement affecté les activités génératrices de revenus des communautés locales et régionales, en particulier celles des femmes et des jeunes. Les nombreux jeunes chômeurs et inactifs restent vulnérables au recrutement par Boko Haram et/ou d'autres groupes armés.

Aussi, les communautés tchadiennes sont souvent influencées par ce qui se passe dans les pays voisins, notamment dans les domaines économique et socioculturel. En l'absence d'une coopération régionale optimale, la diffusion de récits extrémistes violents par le biais des téléphones portables et des médias sociaux pourrait devenir un risque plus important pour le Tchad. Il faut noter que la fermeture des frontières avec la RCA et le Nigéria et l'ouverture partielle avec la Libye ont un impact négatif sur le commerce transfrontalier, en particulier sur le secteur de l'élevage qui dépend fortement des couloirs de transhumance transfrontaliers.

En somme, la résolution des conflits au Tchad nécessite une approche holistique impliquant la collaboration de divers acteurs pour créer un environnement de paix durable. L'éligibilité au PBF est donc opportune et permettra au gouvernement de réengager les citoyens dans les réformes de gouvernance, les processus de prise de décision et la cohésion sociale, et de renforcer les relations et le dialogue entre l'État et la société. Ce dialogue contribuera à faire progresser le Tchad sur la voie du développement.

ANNEXES

A. CADRE LOGIQUE DE L'ANALYSE

Pour réaliser cette étude, nous sommes partis d'un objectif principal avec des attentes spécifiques qui n'ont amené à réaliser des recherches sur le terrain en suivant une méthodologie accès sur la recherche bibliographique composée des rapports des différents projets, les documents des projets, l'évaluation du portefeuille, les analyses réalisées par les autres acteurs d'une part. et d'autres part, nous avons recueillis des informations sur le terrain à travers des entretiens

individuels, focus groups et autres rencontres afin de mieux comprendre les dynamiques des conflits et les modes de gestion selon les communautés.

- La première partie du travail à consister en l'analyse du contexte sensible au climat et au genre avec la prise en compte du contexte humanitaire marqué par les crises dans les pays voisins.
- La seconde partie de l'analyse est axée sur les typologies des conflits avec les facteurs aggravants et les acteurs impliqués.
- Puis, nous avons fait l'état des lieux de mécanismes de prévention et gestion des conflits avec une vue sur les acteurs de consolidation de la paix et les financements disponibles pour le Tchad.
- Quelques recommandations sont formulées pour orienter la suite du travail et permettre au gouvernement du Tchad et ses partenaires de mieux se positionner.

A.1. OBJECTIF PRINCIPAL

L'objectif principal de cette étude est d'identifier et d'analyser, de manière sensible au genre et au climat, les causes profondes, immédiates et les manifestations des conflits au Tchad et d'en dégager les principales dynamiques tout en appréhendant les implications liées à la position géostratégique du Tchad.

Les objectifs spécifiques

- Déterminer les causes profondes des conflits, leurs différentes catégories et localisations, ainsi que l'interdépendance qui existent entre ces conflits ;
- Déterminer les effets induits des conflits sur la cohésion sociale et la paix au Tchad ;
- Articuler sur les bases des résultats et sur la base du contexte national, régional et international, les scénarios les plus probables en termes de sécurité, de cohésion sociale et de Développement ;
- Identifier les acteurs qui participent à la consolidation de la paix et ceux qui sont les acteurs directs des conflits.
- Elaborer une cartographie et analyser les capacités des acteurs pour la paix au Tchad, ainsi que les acteurs de stabilisation et leurs instigateurs ;
- Faire une cartographie des différents programmes de gestion de conflit et de prévention de l'extrémisme violent dans toutes les régions du Tchad et fournir des informations sur leur impact ;
- Renseigner les facteurs de fragilité et de risques ainsi que les principales capacités pour la paix, éléments clés pour la soumission de la demande de rééligibilité du Tchad au PBF.

A.2. THEORIE DU CHANGEMENT

Les conflits sont toujours le symptôme d'un changement qui se cherche. Soit il y a blocage et le changement ne peut pas s'opérer, ou alors on "fait toujours plus du même", c'est à dire qu'on ne cherche pas à changer de cadre, mais simplement à l'intérieur du cadre. Pour qu'il y ait véritable

changement, il faut changer de cadre (de représentations, de relations, de structures...avec des actions engagées par des personnes conscientes, des “leaders sociaux”, des groupes de pression). Les conflits sont donc essentiels à l’innovation pour une meilleure prise en compte des besoins (des personnes, des groupes, des cultures) et des évolutions de l’environnement.

Au Tchad il faut bien plus d’effort pour booster ce changement car le peuple tchadien est diversifié avec plusieurs cultures et langues. Et beaucoup de conflits découlent de cette diversité qui devrait pourtant constituer une force pour ce Pays. Il est important de distinguer les “conflits d’intérêts” et les “conflits d’identités” qui sont sources des conflits spécifiques tels que les conflits agriculteurs/éleveurs, les divergences politiques, les questions des Droits humains et l’accès à la justice pour tous, les questions liées à l’accès aux ressources naturelles ainsi que la gouvernance et le changement climatique. A cela, il faut ajouter aussi les violences basées sur le genre et certaines pratiques traditionnelles néfastes qui engendrent énormément des conflits entre les communautés.

On ne peut pas réguler les conflits tant que leur enjeu est l’identité d’une personne, d’un groupe, d’une ethnie, d’une culture. En revanche, en plaçant le conflit au niveau des intérêts, il est possible de les négocier. C’est pourquoi, pour ce qui concerne le Tchad, il est important d’analyser les facteurs régionaux, sous régionaux, nationaux et locaux, tout en identifiant les acteurs des conflits à tous les niveaux afin de mieux contextualiser ces conflits et de pouvoir proposer les actions à moyen et longue terme pour une meilleure politique de consolidation de la paix.

Si les parties prenantes, y compris les organisations régionales, sous régionales, les communautés locales, les autorités nationales, les organisations de la société civile et les organisations internationales, participent activement au processus politique en cours, à la promotion de l’État de droit, de la gouvernance nationale, régionale et locale inclusive, de la cohésion sociale, et de la résilience socioéconomique des plus vulnérables, et reconnaissent les liens entre ces thématiques comme entre les niveaux régional, sous régional, national et local, elles peuvent contribuer à promouvoir une paix positive durable.

A.3. LES ACTIVITÉS

- Collecte, assemblage et analyse de toute la documentation disponible sur les facteurs de risque de conflit au Tchad, y compris les analyses de conflit présentes dans les documents de projet PBF, les rapports stratégiques annuels de consolidation de la paix et les plans d’action nationaux et politiques en relation avec la consolidation de la paix ;
- Identification de gaps d’informations à travers notamment les missions de terrain, analyser la qualité et la pertinence des informations disponibles ;
- Organisation des consultations nécessaires auprès des acteurs identifiés comme pertinents selon la méthodologie retenue ; les autorités nationales, partenaires internationaux, les organisations sous régionales et régionales, mais également les organisations de la société civile intervenant dans le secteur de la consolidation de la paix, y compris les organisations de femmes et de jeunes (Nord, est, ouest, sud et centre) que dans la capitale Ndjamenà ;

- Rédaction du dossier préliminaire et facilitation d'un atelier participatif de restitution et d'échange des données préliminaires des membres des comités techniques des projets de consolidation de la paix ;
- Fourniture d'une ébauche du rapport de l'étude et présentation aux membres du comité de pilotage pour discussion et validation ;

B. MÉTHODOLOGIE

Notre démarche de repérage et d'analyse des conflits s'est reposée principalement sur trois sources d'informations : la revue de la documentation, les entretiens avec les différents acteurs y compris les partenaires du Tchad qui œuvrent dans la consolidation de la paix, ainsi que les analyses des comportements et les données du contentieux recueillies dans plusieurs contextes. Le genre et le climat sont transversaux à toutes les démarches afin d'avoir une vue plus exhaustive des conflits qui découleraient du changement climatique et des inégalités liées au genre.

B.1. LA REVUE DE LA DOCUMENTATION

Ce travail a consisté à revoir toute la documentation en lien avec les projets de consolidation de la paix aux niveaux régional, sous régional et national afin de relever les différents conflits et leurs contextes ainsi que les acteurs clés. Ceci a permis aussi de partir d'une base des informations existantes pour mieux évaluer les dynamiques nouvelles et proposer une analyse plus actualisée et plus appropriée pour la suite de la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix au Tchad en tenant compte des nouvelles dynamiques et des nouveaux acteurs et auteurs rencontrés lors de cette analyse.

B.2. LES ENTRETIENS AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Ecouter les acteurs impliqués dans les conflits, ceux qui interviennent dans les programmes de prévention et de gestion des conflits au Tchad ainsi que les points de vue des leaders communautaires et des organisations internationales, a permis, non seulement d'analyser les conflits existants, mais aussi de disposer d'une cartographie de ces acteurs au niveau national, sous régional et régional au niveau du G5Sahel, de la CEMAC et des autres corporations dont le Tchad est membre.

B.3. LES ANALYSES DES COMPORTEMENTS ET LES DONNÉES DU CONTENTIEUX

C'est en recoupant et confrontant ces sources tant communautaires que judiciaires que nous avons réalisé l'état de la conflictualité sur l'ensemble du Pays et aussi sur le plan régional et sous régional en analysant les facteurs qui interagissent dans l'alimentation des conflits. Nous avons aussi accordé une attention particulière aux femmes et aux jeunes pour rendre cette analyse plus inclusive. Ceci, en prenant aussi en compte les différents comportements et discours des jeunes à travers les réseaux sociaux pour analyser les facteurs profonds, identifier les impacts sur les relations entre les jeunes et les conséquences à long terme.

La base de données relationnelles du conflit a été construite pour quantifier puis analyser les phénomènes de conflictualité et a permis une démarche comparative entre les sources étudiées et entre les régions et localités enquêtées. Elle est dotée de trois tables de données principales : les variables géographiques des conflits (aux niveaux régional, sous-régional, national, communal, intercommunal ou départemental) Approche participative subdivisée en trois étapes :

a- Au début :

Réunion de cadrage avec le comité technique cette rencontre a permis le partage d'informations sur le programme et les attentes, le cadrage méthodologique, la définition du chronogramme, et la validation des outils de collecte.

Revue des documents du projet : prodoc, rapport d'activités, rapport d'anciennes études, de l'évaluation du portefeuille et des études récentes des organisations régionales œuvrant dans la consolidation de la paix ainsi que les recommandations des différentes missions de terrain etc, lesquels documents vous permettront de prendre en compte tous les aspects liés aux dynamiques des conflits.

b- Pendant la mission de terrain :

Nous avons effectué deux missions dont une vers le Sud et l'autre vers le Centre et le Nord-Est en vue d'avoir une large vue des conflits selon les localités et celles qui sont majoritaires et identiques à plusieurs communautés afin de mieux proposer les actions à mener. Bien que les contraintes logistiques n'aient pas permis une mission dans le BET, nous nous sommes entretenus avec les acteurs par téléphones afin de recueillir les informations sur les conflits et les facteurs déterminants.

Pendant ces missions, nous avons eu des séries de discussion avec les populations y compris les acteurs de certains conflits dans des zones concernées par l'analyse, les partenaires nationaux et internationaux impliqués dans la consolidation de la paix, les autorités administratives et traditionnelles ainsi que les organisations de la société civile et les regroupements des femmes et des jeunes. Il s'agit plus spécifiquement de :

- Entretien semi-directif : entretien individuel avec les responsables des projets, les populations, les autorités et toute autre personne susceptible d'enrichir l'analyse.
- Focus group de discussion : discussion de groupe avec les différentes couches de la population, plus particulièrement les jeunes, les femmes, les personnes vulnérables, etc
- Observations directes en plus des entretiens, afin de mieux analyser l'évolution des dynamiques. Nous avons interrogés en moyenne 50 personnes par localité visité
- Analyse SWOT : évaluer les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui permettront d'effectuer un travail de priorisation des actions pour la mise en œuvre du programme PBF au Tchad.
- Sondage d'opinion auprès des bénéficiaires directs et indirects de projets PBF ainsi que des autres programmes de consolidation de la paix au Tchad.

c- A la fin de la mission :

Organisation d'un atelier de restitution et de validation des résultats. Finalisation et dépôt de rapport.

C. LOCALITES VISITEES ET ACTIONS MENEES

Mayo Kebbi: Leo-Mbaya, Canton Maidama, Kaourang, Bongor

Tangjilé Ouest: kélo

Logone Oriental : Gore – Mbikou, Laramanaye, Ngadibian, Bedoli

Mandoul : Koumra, Mouroum-Goulaye, Kemkada

Logone Occidental: Moundou

N'Djamena, 3eme, 7eme, 9eme arrondissement

Guera : Mongo

Ouaddaï : Abéché

Dar Sila: Goz Beida

Wadi Fira: Iriba